

CADRE DE COMPENSATION MDE

« Bilan 2022 des placements des actions de MDE
et propositions d'évolution du cadre de compensation 2023 »

Comité MDE de la Corse

Collectivité de Corse – AUE : Alexis MILANO

ADEME Corse : Jean Marc AMBROSIANI

DREAL Corse : Jean-François BOYER

EDF en Corse : Vincent DE RUL

ZNI :
CORSE

Madame Emmanuelle WARGON
Présidente de la Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier,
75379 Paris Cedex 08

Objet : Bilan 2022 des placements des actions de MDE et mise à jour des indicateurs prévisionnels

Madame la Présidente,

Conformément aux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 et du 17 janvier 2019, vous trouverez ci-joint, le bilan des actions de MDE pour l'année 2022, un certain nombre de propositions d'évolution des actions du cadre de compensation ainsi que la mise à jour des indicateurs prévisionnels présentés dans le cadre de compensation initial de la Corse.

L'année 2022 marque une légère croissance du nombre d'actions d'efficacité énergétique réalisées en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie en Corse. Cette tendance s'inscrit dans la continuité des 3 dernières années du cadre de compensation (exception faite de l'année 2020, largement impactée par la COVID19).

Sur le segment des ménages résidentiels, malgré un contexte économique dégradé et compte tenu de l'augmentation des indices de prix à la consommation, estimée par l'Insee à environ 6 % en France pour l'année 2022, la sommes des actions d'efficacité énergétique accompagnées par le cadre de compensation, a permis d'augmenter la quantité d'économies d'énergie réalisées ainsi que les économies de CSPE associées. Cependant, il est important de noter que les travaux de rénovation énergétique, se sont portés en plus forte quantité sur le segment des ménages particuliers alors qu'initialement, ces derniers concernaient principalement les ménages les plus précaires.

Dans le même temps, aidé par la publication du décret « Eco-Tertiaire » et accompagné par une hausse de certaines primes du cadre, le segment des professionnels voit le nombre de placements d'actions en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie augmenter. Cela amène à une part plus importante d'économies de CSPE que par le passé pour ce segment durant l'année 2022. Cependant, une ombre au tableau subsiste et elle concerne les volumes d'isolation réalisés sur le segment des professionnels. Les objectifs initiaux de 130 000 m² d'isolation sont bien loin d'être atteints (environ 10 % réalisés par an depuis 2019) et amèneront dans les prochaines années des évolutions tant sur le plan organisationnel que sur le plan économique afin d'accompagner les bénéficiaires dans la rénovation des bâtiments tertiaires.

Enfin, en 2022, la réglementation concernant l'octroi des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) a évolué : Décret contrôles renforcés par le PNCEE, diminution de la valeur des coefficients CEE pour certaines actions concernant les ménages précaires, augmentation des niveaux d'obligation etc... Ces évolutions ont été sans impact sur l'efficience globale du cadre de compensation grâce à la mobilisation des équipes sur le territoire.

Les prochaines années, durant lesquels deux cadres de compensation se succéderont (2023 et 2024 au moins), devront prendre en compte ces constats en tant qu'hypothèses d'entrée dans les propositions d'évolution qui seront mises en œuvre pour permettre d'accompagner les ménages les plus modestes aussi bien que ceux qui sont plus aisés, sans oublier bien sûr, tous les bénéficiaires professionnels et publics désireux de s'engager dans la transition énergétique de l'île.

En synthèse, malgré les difficultés toujours plus complexes que nous avons rencontrées sur le chemin, les différentes actions engagées et menées par le Comité MDE de la Corse ont permis d'accroître la dynamique et la complémentarité des différents dispositifs en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie présents sur le territoire.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Présidente, nos plus cordiales salutations.

Le Directeur de l'AUE
Alexis MILANO

Le Directeur régional
de l'ADEME Corse
**Jean Marc
AMBROSIANI**

Le Directeur de la
DREAL Corse
Jean-François BOYER

Le Directeur d'EDF en
Corse
Vincent DE RUL

TABLE DES MATIERES

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS	5
1.1 BILAN DES ACTIONS DE MDE PAR SEGMENT DE CLIENTELE	5
Secteur résidentiel	9
Secteur tertiaire et industriel	22
Collectivités et autres – Système d'éclairage performant LED, de variateur de puissance et d'horloge astronomique	27
Actions non standard	29
1.2 BILAN DES AUTRES VOLETS DU CADRE DE COMPENSATION.....	32
1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement.....	32
1.2.2 Résultats des études.....	32
1.2.3 Programmes CEE	32
1.2.4 Renforcement des réglementations	35
1.2.5 Autres volets en faveur de la rénovation énergétique.....	36
1.3 COMPARAISON SUR L'ANNEE 2022 ENTRE LES OBJECTIFS REALISES ET PREVISIONNELS.....	37
1.3.1 Actions standard	37
1.3.2 Actions non standard.....	40
2. SYNTHESE DU CADRE 2019-2023 MIS A JOUR	42
2.1 ACTIONS STANDARD	42
2.2 ACTIONS NON STANDARD	43
2.3 ÉCONOMIE NETTE	44

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS

1.1 Bilan des actions de MDE par segment de clientèle

Les actions standards et non standards réalisées en 2022 représentent un montant total de 16,6 M€ de primes versées, financées par les charges de service public de l'énergie (SPE). Elles devraient permettre d'engendrer une économie nette de CSPE de 75 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 34 ans. En termes d'économie d'énergie, les gains de ces actions sont estimés à 25 GWh par an, sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,3 % de la consommation d'électricité de Corse en 2019 et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 14 000 tonnes équivalent CO2 par an (sur la base de la conversion suivante : 1 kWh = 0,594 g CO2eq).

Les économies d'énergie pour les actions standards se décomposent de la façon suivante :

- 18 GWh évités sur le segment résidentiel (76 %) ;
- 2.5 GWh évités sur les segments tertiaire et industriel (11 %) ;
- 3 GWh évités sur le segment des collectivités (13 %).

L'objectif initial du cadre pour l'année 2022 devait entraîner 47,5 GWh d'économies d'énergie. Cet objectif a été atteint à 48 %.

Parmi les actions qui ont généré le plus de CSPE évitée en 2022 tous segments confondus (marché résidentiel, tertiaire et industriel ou collectivités locales, ...) nous détaillons ci-dessous les 6 fiches CEE représentant environ 70 % des économies de CSPE ainsi que les quantités de placements :

SEGMENT	FICHE CEE	CSPE EVITEE 2022 ¹	PRIMES VERSEES 2022	ECONOMIES ENERGIE CUMAC 2022
Résidentiel	BAR-EN-103 - Isolation d'un plancher	5 669 995 €	3 470 644 €	351 482 MWh cumac
Résidentiel	BAR-TH-112 - Appareil indépendant de chauffage au bois	5 005 493 €	1 172 000 €	37 223 MWh cumac
Résidentiel	BAR-EN-101 - Isolation de combles ou de toiture	4 749 909 €	2 042 028 €	181 362 MWh cumac
Collectivités Locales	RES-EC-104 - Rénovation d'éclairage extérieur	4 536 522 €	2 831 419 €	96 921 MWh cumac
Résidentiel	BAR-EN-102 - Isolation des murs (ITE + ITI)	3 966 096 €	1 861 192 €	158 757 MWh cumac
Résidentiel	BAR-TH-129 Pompe à chaleur de type Air/Air	3 362 251 €	636 752 €	159 738 MWh cumac

L'année 2022 s'inscrit dans la continuité de l'année 2021 en matière de mise en œuvre du cadre de compensation du territoire Corse pourtant cette année 2022 aura connu de nombreuses difficultés inattendues qui ont lourdement impacté la croissance économique de la France et de l'Europe en 2022. Selon l'étude de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques), l'accumulation de chocs négatifs durant le cours de l'année 2022 a rapidement invalidé le scénario de la fin 2021 qui prévoyait des taux de croissance aux alentours de 4 % pour certains pays Européens. Bien évidemment, le premier de ces chocs est l'invasion de l'Ukraine par la Russie et ses conséquences, notamment la crise énergétique en Europe. Cependant, les difficultés économiques de l'année 2022 ne sont pas toutes imputables à la guerre en Ukraine. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, la politique « zéro-covid » en Chine et les tensions inflationnistes persistantes ont également joué leur rôle. Ces taux d'inflation inédits depuis les années 1980 ont conduit à un resserrement monétaire accéléré de la part de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne, dont les conséquences directes et indirectes sur l'économie mondiale sont au centre des questions pour 2023.

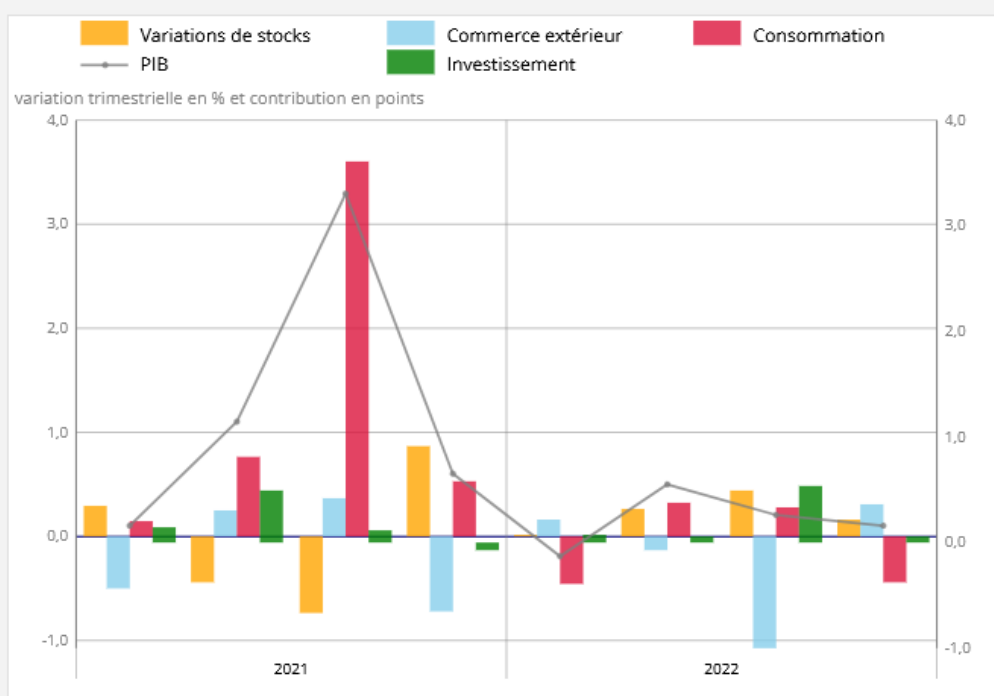
Selon l'étude de l'Insee (Évolution du pouvoir d'achat des ménages 2022-2023),² :

- Au quatrième trimestre 2022, l'évolution du PIB en volume est confirmée à + 0,1 %.

¹ Note de la CRE : ces montants sont actualisés, contrairement à ceux de la délibération.

² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6959807>

Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee

- Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par unité de consommation augmente de 0,8 % au quatrième trimestre 2022 (après + 0,7 % au T3).

Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2021	2022
RDB	-0,1	1,3	2,5	2,9	4,0	5,5
RDB (pouvoir d'achat)	-1,4	-0,7	0,8	0,9	2,3	0,2
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	-1,5	-0,8	0,7	0,8	1,9	-0,2
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	-1,0	-0,5	0,7	0,9	3,7	1,2
Taux d'épargne (niveau)	16,9	15,8	16,1	17,8	18,7	16,6
Taux d'épargne financière (niveau)	5,5	4,5	4,8	6,9	7,7	5,4

* uc : unité de consommation

Source : Insee

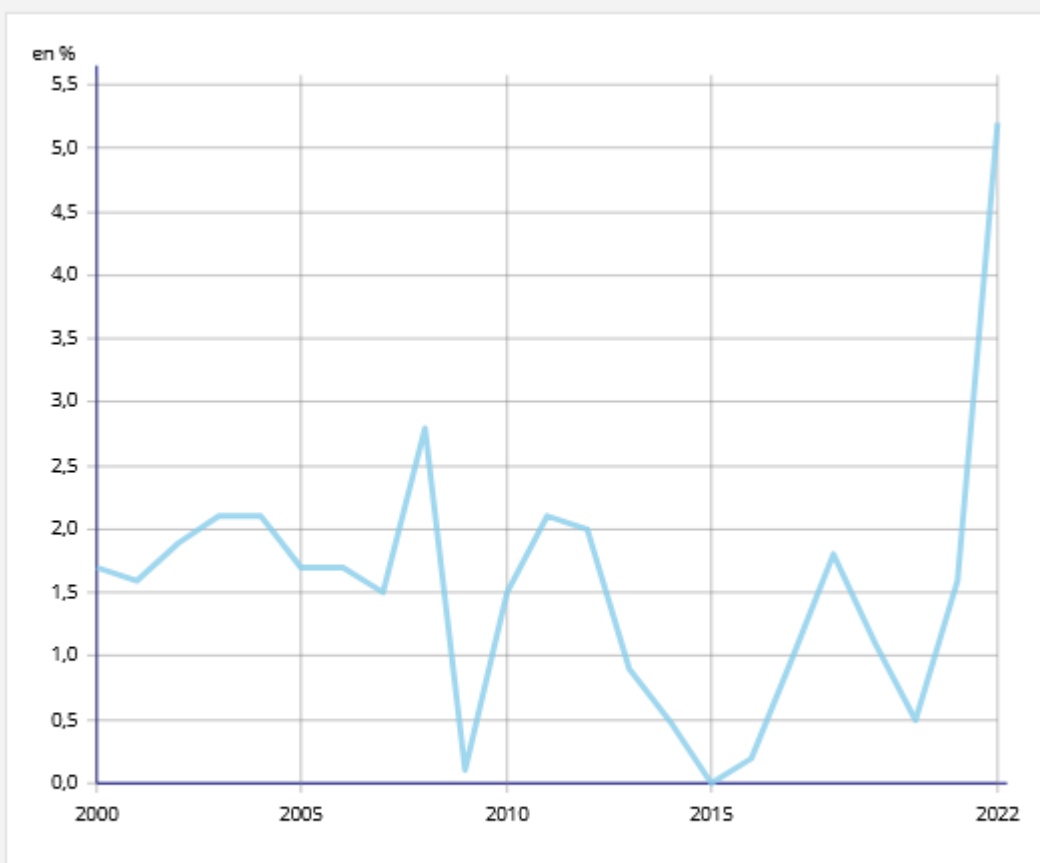
- Le taux d'épargne des ménages augmente fortement ce trimestre : il s'établit à 17,8 %, après 16,1 % au troisième trimestre 2022.

Dans le même temps, la France n'a pas été épargnée par la tendance inflationniste des prix à la consommation durant l'année 2022, comme le montre cette [étude de l'Insee sur l'inflation depuis les années 2000 en France](https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268033#graphique-figure1)³.

Alors que les fluctuations de l'indice des prix à la consommation, principale mesure de l'inflation, étaient relativement faibles d'une année sur l'autre jusqu'en 2021, les prix à la consommation accélèrent nettement en 2022 en moyenne annuelle. L'inflation annuelle s'élève ainsi à + 5,2 % après + 1,6 % en 2021 et + 0,5 % en 2020. Ci-après la chronique de l'évolution annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation :

³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268033#graphique-figure1>

Évolution annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation



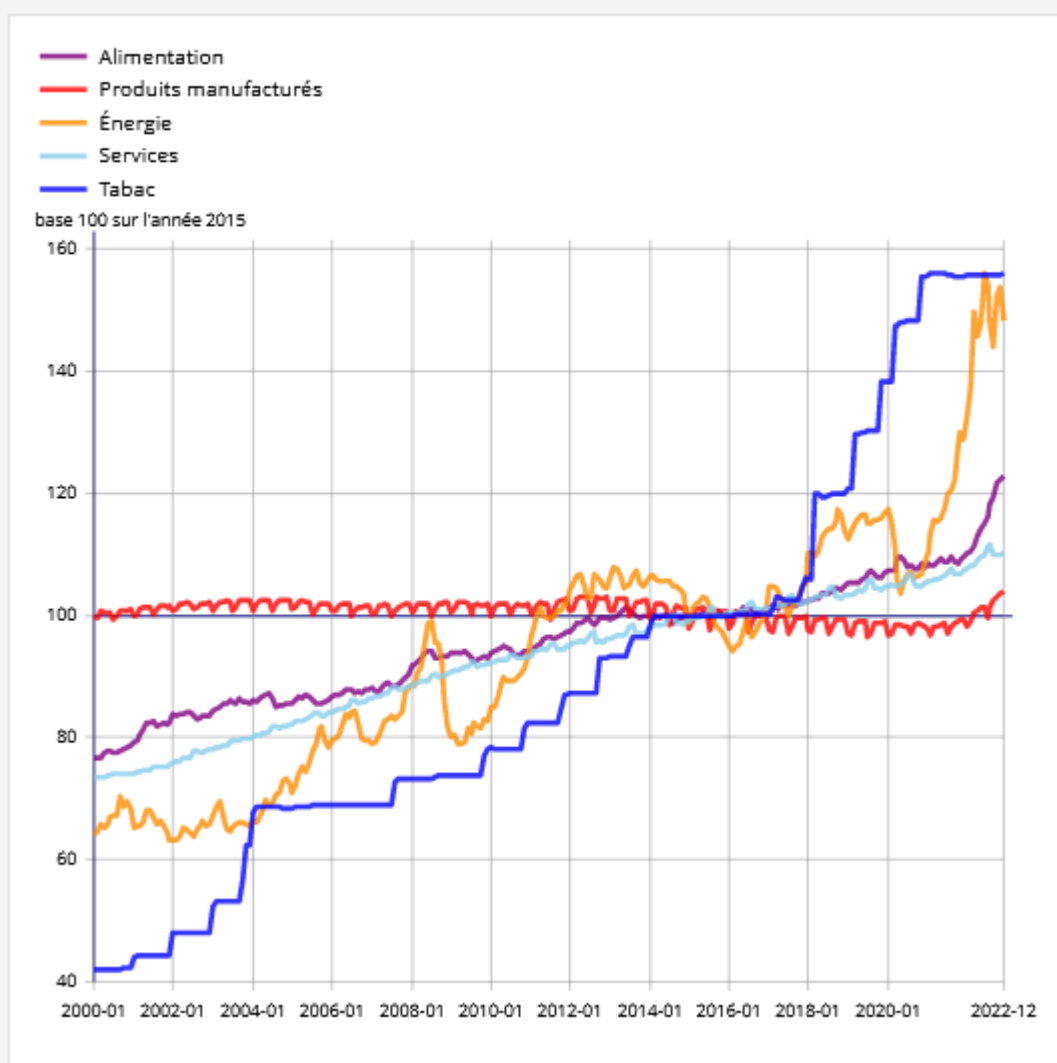
Lecture : en 2022, les prix à la consommation ont en moyenne augmenté de 5,2 %.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, *Indice des prix à la consommation*.

Enfin, si nous nous attachons à regarder plus en détail les secteurs touchés par cette inflation sur les prix à la consommation, nous pouvons constater que les dépenses liées au secteur de l'énergie se détachent très largement des autres tendances inflationnistes (mis à part le prix du tabac) comme l'illustrent parfaitement les courbes ci-dessous :

Indices des prix à la consommation par grands secteurs de consommation



En décembre 2022, l'indice des prix de l'énergie en France (hors Mayotte) tous ménage confondus valait 148,2, ce qui signifie que le prix de l'énergie a augmenté en moyenne de 48,2 % depuis 2015 et en moyenne de plus de 30 % depuis janvier 2020 (Valeur de l'indice d'Énergie en janvier 2020 = 117,4).

Malgré ce contexte peu propice à l'investissement pour les ménages, la part du coût de l'énergie dans les dépenses d'un ménage en France en 2022 a probablement été un vecteur d'accélération en la faveur des investissements en matière d'opérations d'efficacité énergétique car ce sont près de 39 M€ de surcoûts évités qui auront été générés via le Cadre de compensation du territoire de la Corse.

Alors que l'année 2020 était considérée comme une année difficile pour la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie, les économies de CSPE se sont élevées à 23 M€. En 2021, en revanche, malgré les mesures sanitaires renforcées et la conjoncture économique associée, ce sont plus de 36 M€ de CSPE évitées qui ont été générées ce qui correspond au niveau obtenu durant l'année 2019.

L'objectif de surcoûts évités, initialement fixé par la PPE sur la durée de vie du cadre de compensation, avait été porté à 331 M€ sur une période de 5 ans. Depuis 2019, le montant de la CSPE évitée s'élève à 136.1 M€ avec une dynamique en accélération depuis l'année 2021.

	2019		2020		2021		2022	
	Économies	Primes	Économies	Primes	Économies	Primes	Économies	Primes
Secteur Résidentiel	10 GWh	8,4 M€	9,8 GWh	7 M€	16,4 GWh	9,9 M€	17.86 GWh	12.06 M€

Secteur Professionnel	7,6 GWh	1,6 M€	1,6 GWh	0,6 M€	2,1 GWh	0,5 M€	3.11 GWh	3,07 M€
Secteur Eclairage Public	1,8 GWh	1,4 M€	1,7 GWh	1,5 M€	3 GWh	3,3 M€	2.52 GWh	3,43 M€
Actions non Standard	1,9 GWh	0,6 M€	0,4 GWh	0,1 M€	1,1 GWh	0,02 M€	0.4 GWh	0,02 M€
Total	21,3 GWh	12 M€	13,5 GWh	9,2 M€	22,6 GWh	13,8 M€	23,9 GWh	18,6 M€

Secteur résidentiel

Pour le secteur résidentiel, plusieurs types d'actions différentes et complémentaires sont mises en œuvre dont la plupart se déclinent en termes d'objectifs de placements et de niveau de prime selon trois catégories de clients :

- les particuliers non précaires situés sur le littoral,
- les particuliers non précaires situés en zones montagneuses (H2)
- les particuliers précaires et très précaires

Sur l'année 2022, nous pouvons noter une continuité dans les résultats en matière d'économies d'énergie réalisées mais aussi en matière de placements.

Les actions de rénovation globale des logements font l'objet d'une section dédiée dans le Bilan 2022 et sont retirées des chiffres de la rénovation par élément (dite mono-lot) afin notamment de ne pas faire de double compte.

1.1.1.1 Confort thermique

Ci-dessous nous retrouvons le nombre de placements en m² (et nombre d'équipements) pour les actions relatives au confort thermique :

Fiche opération	Réalisé 2019 (m ²)	Réalisé 2020 (m ²)	Réalisé 2021 (m ²)	Objectif 2022 (m ²)	Réalisé 2022 (m ²)	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Isolation des combles et toitures	143578	106067	95217	70500	100756	6%	Une année de forte réalisation pour toutes les actions Isolation et ouvertures. Tous les objectifs de placement sont dépassés malgré la baisse des montant de primes et le contexte inflationniste. Seule l'action l'isolation des murs par l'intérieur n'évolue pas positivement par rapport à 2021
Isolation des murs par l'intérieur ou l'extérieurs	7357	8635	24365	25000	60402	148%	
Isolation des murs intérieurs – R-Réduit	1801	653	0	9000	598	-	
Isolation d'un plancher	4664	38540	70272	60000	109838	56%	
Isolation de toitures terrasses	7776	6006	7769	16300	41755	437%	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	2303	1253	1607	3000	2778	28%	

Remarque : environ 60 000m², tous types d'isolation confondus (majoritairement constitué par l'isolation des combles et toitures) ont été réalisés sur des logements collectifs dans le résidentiel (petits et grands collectifs) en 2022 hors Bailleurs Sociaux.

Ci-dessous nous retrouvons le détail du nombre de placements en m² pour les actions relatives au confort thermique en détaillant le type de ménage, la zone géographique d'installation, le montant unitaire des primes par type d'action et d'autres détails autour de données en lien avec l'efficacité énergétique de chaque action :

Fiche opération	Segment	Réalisé 2019 (m ²)	Réalisé 2020 (m ²)	Réalisé 2021 (m ²)	Réalisé 2022 (m ²)	Primes Moy 2022(€)	CSPE évitée 2022 (€)	Efficienne Globale	CEE 2022 MWh Cumac
Fenêtre avec vitrage isolant	Montagne	13	163	363	409	75	55805	4,10	2293
	Particuliers	2290	1090	1244	1226	50	55805	2,50	6866
	Précaires	Nlle action	Nlle action	Nlle action	1143	75	124589	2,72	6401

Fenêtre avec vitrage isolant + VMC	Montagne	-	-	256	-	-	-	12,29	-
	Particuliers	-	-	576	327	1000	613417	8,30	91789
Isolation de combles ou de toitures	Montagne	1357	6191	18704	26540	20	1533691	5,37	47773
	Particuliers	28306	21395	22418	30915	14	1148308	13,82	55647
	Précaires	113915	78481	54095	43301	24	2067910	3,90	77942
Isolation des murs	Montagne	-	1066	897	2916	40	263044	3,51	7582
	Particuliers	4575	4008	5408	13623	30	806741	4,55	35420
	Précaires	2782	3561	18060	42546	50	2799467	2,21	110620
	Très précaires	Nlle action	Nlle action	Nlle action	1317	59	96844	2,06	5136
Isolation des murs - ITI R > 2,4	Montagne	-	210	-	-	20	-	2,44	-
	Particuliers	1540	384	-	-	10	-	2,90	-
	Précaires	261	59	-	-	-	-	1,99	-
Isolation des toitures terrasses	Montagne	-	305	-	-	30	-	2,10	-
	Particuliers	7776	5471	6575	9040	20	299278	3,51	14464
	Précaires	-	230	1194	3888	30	165492	2,14	6221
Isolation d'un plancher	Montagne	-	3747	9587	18267	35	1965332	5,34	30678
	Particuliers	1255	10505	27607	57211	25	4103524	8,90	88342
	Précaires	3409	24288	33078	34360	35	2594221	4,29	105850

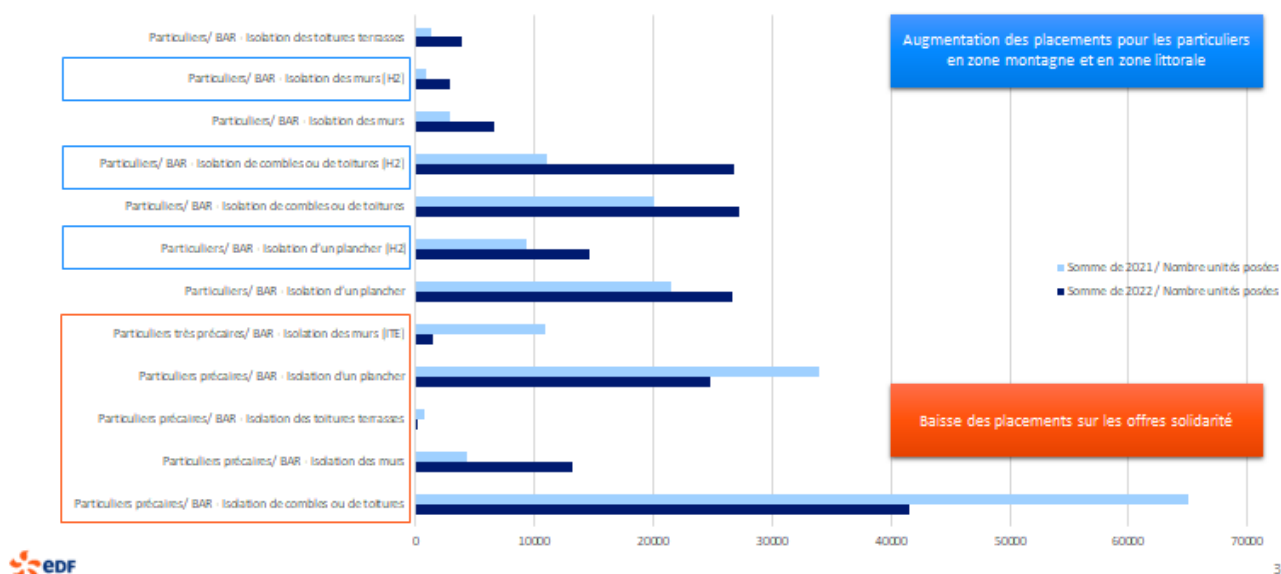
Les actions d'isolation des logements (maisons individuelles mais aussi appartements et copropriétés) ont atteint, de manière générale, un pic en matière de réalisation au regard des 4 dernières années du cadre de compensation. C'est notamment auprès du segment des ménages particuliers que ces actions d'efficacité énergétique trouvent le plus fort essor durant l'année 2022.

L'isolation des combles et des planchers sont deux actions très dynamiques qui dépassent largement les objectifs de placements prévus initialement par le cadre de compensation.

Ces travaux de rénovation énergétique sont accessibles aux ménages classiques comme aux ménages les plus modestes grâce aux aides du cadre de compensation, et ce malgré le fait que ces dernières aient régulièrement baissé depuis ces dernières années.

Enfin, ce type de travaux ne présente pas de difficultés techniques importantes pour les installateurs partenaires ce qui constitue un avantage technico-commercial important pour les artisans de la filière Agir Plus et des autres dispositifs complémentaires (MaPrimeRénov', Oreli, etc.).

Les chiffres / Comparatif 2022 vs 2021 – Isolation parois opaques



De manière générale, cette année 2022 voit grandir la part des travaux réalisés auprès des segments de ménages classiques, et inversement, nous constatons une baisse des placements pour le segment des ménages précaires pour les actions combles et planchers. Ceci peut s'expliquer au travers de plusieurs arguments compatibles et complémentaires :

1. Le gisement des ménages précaires sur les actions d'isolation commence à plafonner – vitesse de croisière atteinte
2. Le contexte inflationniste et le pouvoir d'achat qui baisse en France (Cf. étude de l'Insee ci-dessus). Cela exclut, de facto, les ménages à très faibles revenus de ce dispositif car le reste à charge dans ce type d'opérations est trop important (malgré des primes plus élevées pour des ménages précaires)
3. La prise de conscience plus forte des ménages classiques des enjeux autour des économies d'énergie, notamment avec la hausse des factures d'électricité et de gaz à la suite des conflits géopolitiques survenus depuis février 2022

L'opération "isolation des murs" a vu son nombre de placements augmenter significativement en 2022 pour les particuliers précaires et bailleurs sociaux. Ceci s'explique entre autres par la réalisation de travaux importants dans de nombreuses copropriétés et notamment bailleurs sociaux parfois en coordination avec l'AUE dans le cadre des AAP Logements Collectifs. 5 projets à l'attention des bailleurs sociaux, pour environ 35 000 m² d'isolation des murs par l'extérieur, ont été réalisés sur ce type de bénéficiaire (soit plus de 50% des placements en 2022,).

Les travaux d'isolation d'un plancher bas ont aussi augmenté de manière importante, sur tous les segments. En effet, ces travaux, faciles à mettre en œuvre, peu contraignants, et peu onéreux pour les bénéficiaires, sont à présent très souvent couplés avec des opérations d'isolation de combles dans les maisons individuelles.

Concernant l'isolation de toitures terrasses, nous pouvons noter une belle accélération des travaux, notamment sur le segment des particuliers et des bailleurs sociaux dans les copropriétés qui s'explique par la mise en place de l'avance de prime sur cette offre depuis 2022.

EDF en Corse, au travers d'évolutions menées dans l'outil de pilotage informatique Nexus, récupère un certain nombre d'informations sur les devis et les prix qui sont pratiqués dans le cadre des opérations de rénovation énergétique qui intègrent la pose d'isolant en Corse. À titre indicatif, voici une moyenne des prix au m² constatés sur la période 2022 pour les différentes opérations d'isolation (cette analyse ne prend pas en compte les éventuels coûts induits par ces travaux d'isolation dans le logement) :

Nature d'isolation	Moyenne de Montant unitaire 2022 (Hors coûts induits)
Isolation d'un plancher / Particuliers	31 €
Isolation d'un plancher / Particuliers précaires	37 €
Isolation d'un plancher [H2] / Particuliers	41 €

Isolation de combles ou de toitures / Particuliers	29 €
Isolation de combles ou de toitures / Particuliers précaires	27 €
Isolation de combles ou de toitures [H2] / Particuliers	34 €

Pour finir, les travaux de remplacement de fenêtres et portes fenêtres complètes avec vitrage isolant, restent stables et proches des objectifs de réalisation initialement fixés. Nous pourrions noter la belle entrée en matière des travaux de cette action sur le segment des ménages précaires avec plus de 1000m² de paroi vitrée remplacée. Il s'agit là d'un bel exemple d'adaptation d'une action du cadre de compensation aux besoins des ménages pour faciliter la rénovation énergétique.

Dispositifs de l'ANAH :

Les propriétaires occupants ou bailleurs qui réalisent ces travaux de confort thermique éligibles aux primes d'économies d'énergie sont également éligibles aux dispositifs de l'Anah (MaPrimeRénov' gérée par le siège national de l'Anah et MaPrimeRénov' Sérénité gérée localement par les délégations locales de l'Anah).

Un ménage aux ressources modestes accompagné par un opérateur de l'Anah peut mobiliser les aides du dispositif MaPrimeRénov' Sérénité qui finance des travaux de rénovation globale de l'ensemble des logements (maison individuelle ou appartement en habitat collectif). Ce dispositif permet un gain énergétique d'au minimum 35 %. En 2022, 179 logements ont bénéficié du dispositif de rénovation globale MaPrimeRénov' Sérénité, ce qui correspond à 2,988 M€ de primes versées. Depuis le 1er juillet 2022, cette aide est cumulable avec les CEE.

Le dispositif de l'Anah MaPrimeRénov' est un dispositif qui s'adresse à l'ensemble des ménages et qui permet de financer les dépenses engagées pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique de l'ensemble des logements (maison individuelle ou appartement en habitat collectif). Les travaux doivent avoir été effectués par des entreprises labellisées reconnues garantes de l'environnement (RGE). Le montant de la prime varie en fonction des matériaux et des équipements éligibles dans la limite d'un plafond de 20 000 € sur une durée maximale de 5 ans. Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives au confort thermique sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2021 (m ² et équipements)	Réalisé 2022 (m ² et équipements)	Total réalisé 2022 (m ² et équipements)
Isolation des combles et toitures	Supérieures	7 €/m ²	30 €/m ²	230 m ²	212 m ²	1727 m ²
	Intermédiaires	15 €/m ²	45 €/m ²	653 m ²	349 m ²	
	Modestes	20 €/m ²	56.25 €/m ²	461 m ²	389 m ²	
	Très modestes	25 €/m ²	67.5 €/m ²	1922 m ²	777 m ²	
Isolation des murs par l'intérieur	Supérieures	7 €/m ²	28 €/m ²	113 m ²	96 m ²	8379 m ²
	Intermédiaires	15 €/m ²	42 €/m ²	402 m ²	166 m ²	
	Modestes	20 €/m ²	52.5 €/m ²	392 m ²	661 m ²	
	Très modestes	25 €/m ²	63 €/m ²	908 m ²	364 m ²	
Isolation des murs par l'extérieur (limitée à 100 m ²)	Supérieures	15 €/m ²	60 €/m ²	465 m ²	470 m ²	
	Intermédiaires	40 €/m ²	90 €/m ²	343 m ²	1778 m ²	
	Modestes	60 €/m ²	112.5 €/m ²	1098 m ²	1418 m ²	
	Très modestes	75 €/m ²	135 €/m ²	2226 m ²	3426 m ²	
Isolation de toitures terrasses	Supérieures	15 €/m ²	72 €/m ²	202 m ²	102 m ²	371
	Intermédiaires	40 €/m ²	108 €/m ²	128 m ²	/	
	Modestes	60 €/m ²	135 €/m ²	141 m ²	64 m ²	
	Très modestes	75 €/m ²	162 €/m ²	931 m ²	205 m ²	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	Supérieures	/	/	/	/	97
	Intermédiaires	40 €/équipement	600 €/m ²	304 équipements	35	
	Modestes	80 €/équipement	750 €/m ²	177 équipements	19	
	Très modestes	100 €/équipement	900 €/m ²	228 équipements	43	

Le nombre de dossiers de MaPrimeRénov' pour les travaux de confort thermique est inférieur au nombre de dossiers des primes d'économies d'énergie via le cadre de compensation pour ces mêmes travaux. Une analyse a été menée par le comité MDE afin de comprendre ce différentiel, les causes suivantes ont été identifiées :

- L'orientation des ménages vers les dispositifs de l'Anah n'était pas systématique. Un travail est actuellement mené par l'AUE et la DREAL pour harmoniser les informations transmises aux ménages par les conseillers ORELI.
- Il n'y a pas d'avance de primes avec le dispositif MaPrimeRénov' contrairement aux Primes du dispositif Agir Plus
- Pour certaines actions, le montant plafonné de l'aide MaPrimeRénov', quand il vient en complément du cadre, peut être dissuasif – Les travaux en cours à la DREAL sur l'évolution de ce plafond permettrait aux ZNI de bénéficier d'un statut adapté à la situation énergétique dans laquelle elles se trouvent.
- Le bénéficiaire doit effectuer lui-même les démarches administratives pour mobiliser les aides du dispositif MaPrimeRénov' sauf si l'installateur est mandataire administration et/ou financier MaPrimeRénov'. Ces démarches sont effectuées via une plateforme au niveau national.

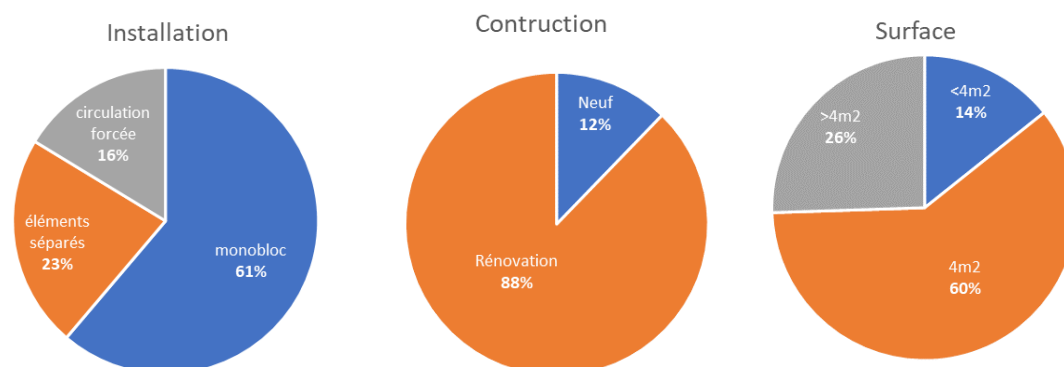
1.1.1.2 Systèmes d'ECS performants

1.1.1.2.1 Chauffe-eau solaire individuel (Action pilotée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF et a fait l'objet d'une assistance opérationnelle de l'AUE. En 2022, comme depuis 2019, cette action a été uniquement financée par la Collectivité de Corse via l'AUE. Il convient de noter que la procédure entre l'AUE et EDF permettant la récupération de la prime réduite des CEE et de l'assistance opérationnelle par l'AUE a été initiée pour 57 dossiers.

Depuis 2022, l'AUE et EDF ont entrepris des démarches pour permettre aux installateurs d'utiliser l'outil NEXUS d'EDF dans le but de simplifier les process et la collecte des pièces nécessaires à la récupération des CEE et de permettre une avance de la prime MDE. Cette migration vers l'outil Nexus sera effective à partir du 1^{er} mai 2023. L'augmentation du niveau de prime actée en 2021 n'a pas pu être mise en œuvre en 2022. Elle entrera en vigueur lors de la migration via Nexus.

Les caractéristiques des opérations réalisées en 2022 sont les suivantes :



Bilan des placements réalisés en 2022 :

Résultat 2022	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Evolution 2022-2021 (%)	Eligibles assistance	Commentaires
Particuliers précaires- Chauffe-eau solaire individuel [nb]	27	90	47	74%	45	1 dossier neuf - 2 dossier fossile
Particuliers - Chauffe-eau solaire individuel [nb]	70	90	49	-30%	44	9 dossiers neufs - 5 dossiers fossiles

Le nombre de dossiers CESI réalisés est constant avec 96 dossiers en 2022 contre 97 en 2021.

La tendance de déploiement des CESI ne permet pas encore d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation. Les raisons possibles sont :

- Un manque d'opérateurs sur le territoire : la baisse d'activité observée ces dernières années (similaire à ce qui est observé au niveau national) a entraîné la disparition de bon nombre d'installateurs ;

- La concurrence du photovoltaïque et des CETI pour les bénéficiaires (similaire à ce qui est observé au niveau national) ;
- Des prix de fourniture/pose élevés, même s'ils sont dans la moyenne nationale (5400€-5700€ TTC) à mettre au regard d'une baisse de pouvoir d'achat des ménages qui fait des arbitrages dans ses dépenses de rénovation souvent en défaveur des CESI. Les nouvelles primes validées par la CRE pour soutenir la filière ne sont pas encore entrées en vigueur.
- Des difficultés d'approvisionnement, notamment des ballons de stockage, qui ralentissent les chantiers et dissuadent les ménages.

Le prix moyen d'une installation en 2022 s'élève à 5 113 € TTC. On constate une légère augmentation de 2,3 % par rapport à 2021 (5 001 € TTC). Cette évolution est raisonnable compte tenu du contexte économique.

La surface moyenne d'une installation est de 3,87 m², et 86% des projets sont inférieurs à 4,6 m². Seuls 7 dossiers de substitution d'énergies fossiles (fioul-gaz) ont été recensés, correspondant à moins de 7 % des projets, ce qui est inférieur au taux de 10 % d'effets indésirables prévus dans le cadre territorial et repris dans les modélisations ARIANE. Cette typologie de dossiers pourra être éligible à la prime du cadre en 2023.

Le bilan des projets solaire thermique particuliers ayant bénéficié de l'assistance opérationnelle en 2022 est le suivant :

	2022	
	Particuliers	Particuliers précaires
Objectifs	90	90
Réalisé	49	47
Dont éligible assistance opérationnelle AUE	44	45
Subventions AUE sur l'ensemble des dossiers [€]	64 500 €	59 000 €
Prime Cadre [€]	0 €	0 €
Coût total TTC [€]	247 336 €	238 574 €
Surface totale [m²]	194	177
Gains énergétiques [MWh]	87	78

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique individuel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Une campagne de communication radio durant la période estivale
- L'organisation de réunions et d'échanges avec les professionnels, l'ADEME et EDF pour évoquer les bilans et perspectives de la filière solaire.
- Le suivi des entreprises signataires de la « charte régionale des bonnes pratiques du solaire » (10 entreprises),
- L'instruction des dossiers (~10 dossiers par mois)
- La rédaction des contrats d'attribution des primes
- Le versement des primes
- Le contrôle sur pièces
- Le contrôle sur site par échantillonnage à hauteur de 30 % des dossiers réalisés.

En 2023, les efforts se concentreront sur l'accompagnement amont des professionnels pour soutenir leurs activités commerciales et en parallèle des campagnes de sensibilisation et communication massives destinées aux ménages.

Les nouvelles primes validées par la CRE (1 500 € pour un ménage classique et 1 700 € pour un ménage précaire) et décote de 10 % dans le neuf (soit 1 350 € et 1 530 € pour les ménages précaires) entreront en vigueur au 1^{er} mai 2023, dès la mise en œuvre de la nouvelle procédure. Les travaux du Comité MDE visant à faire converger l'ensemble des dispositifs doivent en particulier permettre de s'assurer de la bonne mise en œuvre de la complémentarité avec les aides MaPrimeRénov.

1.1.1.2.2 Chauffe-eau thermodynamique à accumulation CET)

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	1466	496	699	750	646	-7%	Cette action a connu une décroissance à la suite de la baisse de 50% de la prime. Nous proposons de rehausser le montant de cette prime avec les arguments détaillés un peu plus loin dans ce document afin de permettre une montée en puissance de cette action.

Les 646 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation sont répartis de la manière suivante :

- 395 ménages particuliers pour 518 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022
- 251 ménages précaires pour 366 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (21 ans selon fiche CEE), les 646 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation installés en 2022 généreront 17 GWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 18.7 GWh cumac ont été générés en 2022.

Après avoir connu un succès important en 2018 et 2019 dû à un montant de Prime très incitatif pour les particuliers précaires, l'offre chauffe-eau thermodynamique a rencontré quelques difficultés en 2020, qui s'expliquent par une diminution importante du montant de la prime pour ce segment (1 800 vs. 2 400), puis par des difficultés d'approvisionnement rencontrées en 2020 au début de la crise sanitaire. Les placements sont repartis à la hausse en 2021, mais restent très en deçà des niveaux des années précédentes.

En 2022, en accord avec le Comité MDE, nous avons choisi de diminuer le montant de la prime pour cette offre sur le segment des ménages précaires pour arriver à 1 200 € par CET. Cette décision permettait d'équilibrer l'efficacité de cette action sur les 5 années du cadre. Le principe retenu avec la CRE était le suivant : dans un premier temps, l'efficacité de l'action était relativement basse (~1,8) avec une prime élevée durant les premières années de déploiement de l'action pour créer les filières d'approvisionnement et d'installation. Puis, dans un deuxième temps, les primes devaient baisser fortement pour permettre un rééquilibrage de l'efficacité de cette action sur la durée de vie du cadre de compensation 2019-2023.

Malgré tout, les objectifs de placements pour le CET et le CESI ne sont pas atteints sur la période 2019-2022.

Enfin, sur les 3 dernières années, le manque de placements de CET, qui s'évalue à environ 2 900 appareils non installés sur cette période (soit environ 950 CET par an), couplé à un volume de CESI installés relativement faible (en deçà des objectifs de placements du cadre de compensation sur cette même période) a très probablement généré une hausse des placements d'appareils à résistance électrique (majoritairement non asservis). Ce choix ne semble pas s'inscrire dans la continuité des enjeux de la PPE et notamment sur la question de l'équilibre du système électrique. Il serait préférable de trouver un moyen d'inciter la pose de CESI tout en encourageant les ménages, non éligibles techniquement au CESI, à choisir une option tout de même vertueuse pour l'environnement, le système électrique ainsi que les finances de la CRE.

À ce sujet, le manque de placements en matière de CET sur les 3 dernières années et uniquement pour le segment des ménages précaires (l'exercice pourrait être dupliqué aux autres segments et à d'autres offres...) a généré une perte d'économies de CSPE de l'ordre de 6,4 M€.

1.1.1.2.3 Système d'ECS performants – Bilan MaPrimeRénov

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation d'un chauffe-eau solaire individuel ou d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' pour les systèmes d'ECS sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2021 (Équipement)	Réalisé 2022 (Équipement)	Total réalisé 2022 (Équipement)
Chauffe-eau solaire individuel	Supérieures	/	/	/	/	88

	Intermédiaires	2000 €	4200 €	31	25	
	Modestes	3000 €	5250 €	6	20	
	Très modestes	4000 €	6300 €	41	43	
Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	Supérieures	/	/	/	/	129
	Intermédiaires	400 €	2100 €	27	27	
	Modestes	800 €	2625 €	54	24	
	Très modestes	1200 €	3150 €	139	78	

1.1.1.3 Systèmes de chauffage performants

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Pompe à chaleur type air/eau	0	18	14	20	127	+535%	Voir paragraphe ci-dessous
Appareil indépendant de chauffage au bois	822	704	1189	945	1156	-3%	Évolution positive – les opérations de communication nationales et régionales créent un engouement autour de ce moyen de chauffage + les campagnes marketing Agir Plus ancrent fortement cette solution dans les esprits – Encore plus fortement dans les zones montagneuses
Chaudière biomasse individuelle	7	4	4	60	17	+325%	
Pompe à chaleur de type air/air	1432	1325	2018	950	1928	+4.5%	L'action Chauffage performant rencontre un franc succès. Il faudra dorénavant s'attaquer à l'optimisation du parc de PAC Air/Air vieillissant et peu performant
Convecteur électrique intelligent	-	-	-	500	312	-	

Pompe à chaleur de type air-eau

Tous les placements sur cette offre ont été faits à travers l'opération « Coup de pouce chauffage » du dispositif CEE, (donc hors cadre de compensation) qui permet de bénéficier d'une Prime lorsque la PAC Air-Eau et Eau/Eau est installée en remplacement d'une chaudière au fioul ou au gaz (hors condensation). Les montants de Prime importants, combinés aux financements disponibles avec MaPrimeRénov' sont particulièrement incitatifs et permettent de couvrir, pour les ménages les plus précaires, jusqu'à 75 % de l'investissement, qui est très élevé pour ce type d'opération. A noter qu'aucun placement n'a été fait en substitution d'un usage électrique.

Appareil indépendant de chauffage bois

L'installation des 1 156 chauffages bois est répartie de la manière suivante :

- 510 ménages particuliers pour 1 047 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022.
- 440 ménages précaires pour 1 084 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022.
- 206 ménages en zone montagne pour 634 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 37 GWh cumac ont été générés en 2022.

De manière générale, les placements sur cette offre sont restés stables (- 3 %). Nous pouvons noter une augmentation des placements de + 15 % sur les ménages particuliers et dans le même temps, un retrait d'autant (- 15 %) sur les ménages précaires. Cela s'explique par l'augmentation des coûts du matériel et de la main d'œuvre dans la profession des artisans.

Ce phénomène a impacté plus fortement les ménages à faibles revenus et dans le même temps, l'augmentation des factures d'énergie pour se chauffer a créé une réelle nécessité pour les ménages particuliers encore hésitant, à investir dans un nouveau moyen de chauffage plus économe.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des placements réalisés avec le dispositif MaPrimeRénov (MPR) et offre une vision de la complémentarité du financement offert par MaPrimeRénov. Le cumul des deux Primes permet de couvrir jusqu'à 90 % des travaux pour les ménages les plus précaires. Ceci constitue un levier pour le développement de l'offre, et plusieurs installateurs de la filière se sont d'ailleurs inscrits en tant que mandataire administratif et financier pour MaPrimeRénov'. Nous pouvons également noter une belle hausse de placements en zone montagne, où l'offre a un réel potentiel de développement.

Pompe à chaleur de type air/air

L'installation des 1 928 Pompes à chaleur de type air/air est concentrée uniquement sur des ménages particuliers et a généré 2 577 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022. Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (21 ans selon la fiche CEE), les 1 928 pompes à chaleur de type air/air installées en 2022 généreront 54 GWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 160 GWh cumac ont été générés en 2022.

La tendance des placements semble être constante en 2022 malgré un contexte économique défavorable, ce qui laisse à penser que la filière d'artisans qui porte cette offre a su s'adapter et conserver une bonne dynamique. Nous serons attentifs aux placements en 2023.

Convecteurs électriques intelligents

Au total, ce sont 312 placements qui sont intervenus en 2022, exclusivement dans des opérations de rénovation de logements collectifs avec les Bailleurs sociaux.

Cette offre n'a pas connu d'engouement auprès du marché de masse, car les études d'opportunité menées ont montré que le prix actuel des chauffages électriques éligibles à la fiche CEE associée (label NF Électricité Performance - 3 étoiles) restait très élevé : en moyenne 400 €/convecteur et les primes associées via le cadre sont peu incitatives : entre 75 € et 150 € selon les ménages. Une réévaluation des primes à la hausse permettrait probablement de rendre ce dispositif d'économies d'énergie plus performant. Notamment dans les centres villes urbains où il est parfois compliqué de mettre en place des PAC Air/Air.

Pour rappel sur les niveaux d'efficacité NF Électricité Performance, le label NF Électricité Performance classe les appareils de chauffage selon différents niveaux d'efficacité, de 1 à 3 étoiles.

- 1 étoile : les performances sont jugées comme moyennes
- 2 étoiles : le radiateur offre une chaleur stable dans la pièce et est relativement économique
- 3 étoiles : la chaleur est jugée très stable. La consommation de ces appareils est inférieure de 20 % par rapport au niveau 2 étoiles

3 étoiles et 1 œil est le plus haut niveau de performance, il récompense aussi les radiateurs avec détecteurs (de présence, de fenêtres ouvertes, etc.). C'est ce niveau de performance qui rend éligible un convecteur électrique intelligent à une prime du cadre de compensation.

Dispositif MaPrimeRénov' en 2022

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation d'une pompe à chaleur de type air/eau, d'un poêle à bûches, d'un poêle à granulés, d'une chaudière à bois, d'un foyer fermé ou d'un insert à bûches ou granulés sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives aux systèmes de chauffage performants sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2021 (Équipement)	Réalisé 2022 (Équipement)	Total réalisé 2022 (Équipement)
Pompe à chaleur de type air/eau	Supérieures	/	/	/	/	114
	Intermédiaires	2000 €	7200 €	20	25	
	Modestes	3000 €	9000 €	18	14	
	Très modestes	4000 €	10800 €	65	75	
Poêle à bûches	Supérieures	/	/	/	/	406
	Intermédiaires	1000 €	2400 €	16	14	
	Modestes	2000 €	3000 €	22	15	
	Très modestes	2500 €	3600 €	39	27	
Poêle à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	1500 €	3000 €	70	55	
	Modestes	2500 €	3750 €	83	58	

	Très modestes	3000 €	4500 €	254	163	
Foyer fermé et insert à bûches ou à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	800 €	2400 €	26	23	
	Modestes	1500 €	3000 €	21	13	
	Très modestes	2500 €	3600 €	40	38	22
Chaudière bois à alimentation manuelle (bûches)	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	3000 €	9600 €	3	0	
	Modestes	6500 €	12 000 €	1	0	
	Très modestes	8000 €	14 400 €	3	2	
Chaudière bois à alimentation automatique (granulés, plaquettes)	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	4000 €	10 800 €	2	7	
	Modestes	8000 €	13 500 €	2	2	
	Très modestes	10000 €	16 200 €	3	11	

Les règles de cumul de l'aide MaPrimeRénov' avec les primes d'économies d'énergie plafonnent le montant de la subvention MaPrimeRénov' pour les poêles à bûches, les foyers fermés, les inserts, les chaudières bois à alimentation manuelle (bûches) et les chaudières bois à alimentation automatique (granulés, plaquettes).

1.1.1.4 Éclairage performant

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Luminaires LED pour parties communes	-	2351	6460	4 500	6939	+7%	Cf. § ci-dessous
Lampe à LED de classe A+++	-	-	-	40 000	-	-	

L'offre « luminaires LED pour parties communes » connaît un réel succès depuis 2021, avec plus de 7 000 luminaires installés en 2022, grâce à une filière électriciens très dynamique, et des syndicats de copropriété professionnels très demandeurs. Ici aussi, le reste à charge très faible, pour les copropriétaires, et par conséquent la possibilité de s'affranchir d'un vote en assemblée générale pour lancer ces travaux, est un levier important. A noter également que les bailleurs sociaux sont particulièrement intéressés par cette offre pour rénover leur parc.

En ce qui concerne l'offre Lampe à LED A+++, EDF en Corse dans le cadre de l'Accord cadre avec l'AUE (CDC) avait réalisé plusieurs campagnes massives, depuis 2008, avec les GSA/GSB (Alimentaire et Bricolage) pour promouvoir des produits favorisant les économies tels que des lampes basse consommation puis LED. À ce titre, plus de 718 000 lampes ont été vendues. Une action spécifique avait été mise en place à l'attention des ménages précaires (84 000 Lampes ont été données à titre gracieux aux bailleurs sociaux et associations caritative : Croix Rouge, Secours Populaire, Resto du cœur...). À ce jour, le gisement concernant cette action semble largement entamé, de plus les sauts technologiques ont permis de faire baisser les coûts de production et donc les coûts unitaires de ces produits. Ceci nous a amené à nous concentrer sur d'autres actions et d'autres gisements d'économies d'énergie plus importants.

1.1.1.5 Rénovation Globale type BBC en maison individuelle (Action portée par l'AUE)

L'AUE, à travers le dispositif ORELI, accompagne les ménages vers une rénovation énergétique de leur maison individuelle plus ambitieuse. Grâce à l'assistance opérationnelle et aux aides financières, le dispositif mis en place doit permettre aux ménages, mêmes les plus modestes, d'engager une rénovation globale performante (RGP) de leur logement.

En 2022, l'AUE a ainsi accompagné 196 ménages dans leur projet de rénovation, dont :

- 96 en phase études, conseil et conventionnement
- 30 en phase suivis de chantier
- 25 en phase réceptions de chantier
- 45 en phase suivis post chantier

Nombre de projets réceptionnés en 2022	25	Nombre
--	----	--------

Dont projets ayant bénéficié de la prime RGP du Cadre	15	Nombre
Dont projets en énergie combustible		
– Fioul	2	Nombre
– Gaz	1	
SHAB moyenne	122	m ²
SHON moyenne	151	m ²
Cep initial moyenne	437	kWhEP/m ² /an
Cep finale moyenne	71	kWhEP/m ² /an
Gain moyen de Cep	84 %	%
Gain en EF moyen	27 339	kWhEF/an
Gain Elect en EF moyen	25 059	kWhEF/an
Gain en EF total	661 503	kWhEF/an
Gain Elect en EF total	576 362	kWhEF/an
Coût travaux moyen	68 265	€ TTC

Il vient :

- 88 % des projets réceptionnés en 2022 sont en énergie principale de chauffage électrique à l'initial.
- Seuls 3 projets réceptionnés en 2022 ont pour énergie principale de chauffage le fioul ou le gaz. Ils ont tous basculé vers des pompes à chaleur avec, pour un projet, l'ajout d'un système de chauffage bois. Dans les projets, des gains conséquents en énergie finale sont réalisés via l'isolation globale très performante mise en place, et la maîtrise du confort d'été permettant d'éviter la climatisation de ces grandes habitations. En l'absence de l'assistance opérationnelle de l'AUE, ces projets auraient pu se traduire par des rénovations beaucoup moins performantes et entraîner des consommations électriques conséquentes à la suite de la bascule vers des systèmes de chauffage électrique non maîtrisés.
- Le gain moyen des 25 projets réceptionnés (84 % de Cep) est cohérent voire supérieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des projets accompagnés par l'AUE. Le gain énergétique pour les maisons dont l'énergie principale est l'électricité est de 25 059 kWh/an. De plus, 11 projets ont recours à un chauffage bois après rénovation, permettant d'éviter en moyenne 4 689 kWh/an de consommations électriques supplémentaires.
- Sur les 25 rénovations finalisées en 2022, 15 ont bénéficié d'une prime du cadre de compensation à 25 000 € ou 30 000 € pour les plus modestes.
- Le coût moyen total des travaux s'élève à 68 265 € TTC.

Malgré des réalisations en hausse depuis 2020, les objectifs du Cadre ne sont pas atteints. 2022 a constitué une année de transition dans le dispositif avec des évolutions majeures :

- Mise en œuvre de la Prime RGP MI du cadre : Bien que validée par délibération de la CRE du 10 décembre 2020, seuls 15 projets réceptionnés en 2022 ont pu bénéficier de la Prime RGP MI. La mobilisation de cette prime a en outre nécessité la mise en place au fil de l'eau de modalités spécifiques en lien avec EDF. Afin de fluidifier les procédures et faciliter la mise en œuvre de l'avance de la Prime RGP pour les ménages, de nouvelles modalités ont été adoptées pour la mise en œuvre courant 2023 d'une avance via l'AUE/CdC.
- Evolution des modalités des primes MaPrimeRénov Sérénité au 1^{er} juillet 2022 : Jusqu'au 1^{er} juillet, l'Anah récupérait les CEE induisant une prime du cadre RGP MI réduite. Outre les sujets relatifs au niveau de prime, les informations délivrées aux ménages et aux entreprises pour les projets de types RGP étaient contradictoires et ont nécessité d'une part, la reprise au cas par cas des dossiers, et d'autre part une clarification des messages auprès des entreprises partenaires et des opérateurs Anah.
- Évolution des modalités d'accompagnement : jusqu'à fin 2021, l'accompagnement des ménages était réalisé par l'AUE et les Espaces Info Energie. En 2022, l'activité de la plateforme de conseils et d'accompagnement ORELI a été assurée, outre l'AUE, par le CAUE de Corse pour les secteurs urbains du grand Ajaccio et du grand Bastia, et par l'association A Rinascita pour le reste du territoire. Les conseillers avec l'AUE assurent les missions d'accompagnateur rénov' tel que prévu dans le dispositif national de l'Anah. A cette occasion, un numéro de téléphone unique a été mis en place en Corse en lien avec le numéro national.
- Enfin, l'AUE a lancé et notifié courant 2022, un marché relatif aux études réglementaires afin de pouvoir réaliser les audits prévus dans le dispositif.

En parallèle, les membres du comité MDE ont continué les travaux de mise en cohérence des dispositifs de l'Anah (MaPrimeRénov', MaPrimeRénov' Sérénité) et du Cadre de compensation afin de fluidifier le parcours de rénovation des ménages et de faciliter la convergence des dispositifs et le cumul des aides. Cette convergence constitue une condition nécessaire à l'atteinte des objectifs de rénovation globales et performantes prévus dans le cadre et dans la PPE. Cela constitue un axe de travail prioritaire des membres du Comité MDE.

En 2023, l'accent est mis sur l'harmonisation des procédures pour simplifier le parcours des bénéficiaires, favoriser des projets de rénovation énergétique plus ambitieux avec un reste à charge suffisamment bas pour inciter même les plus modestes à engager ces travaux.

De plus, des réunions de validation des plans de financement sont organisées mensuellement avec les Directions Départementales des Territoires, délégations locales de l'Anah en charge de l'instruction et du paiement du dispositif financier MaPrimeRénov' Sérénité.

1.1.1.1 Rénovation globale et performante des logements collectifs - Logements sociaux (action portée par l'AUE)

Les opérations de Rénovation Globale Performante de logements collectifs recensées dans le bilan 2021, soit un millier de logements, majoritairement précaires, inéligibles à la prime RGP LC portée par l'AUE du Cadre de compensation car engagées préalablement au 17/01/2020 ont été poursuivies en 2022, avec un taux de réalisation de 95%. Ces opérations bénéficient néanmoins des aides « conventionnelles » Agir+ et figurent dans les bilans correspondants.

En 2022, trois nouvelles opérations ont été initiées portant sur la rénovation globale performante de 256 logements. Ces éléments de bilan illustrent la bonne dynamique engagée sur le territoire suite au lancement des appels à projets bâtiment à destination en particulier des logements sociaux. Afin de répondre aux objectifs de la PPE et du Cadre territorial de compensation, les services de l'AUE travaillent en étroite collaboration avec les bailleurs sociaux publics et privés à la fois dans l'accompagnement de leurs projets de rénovation ainsi que dans l'analyse de l'état des lieux du parc et dans la déclinaison d'un plan d'actions efficace permettant de massifier ces opérations RGP.

Les bailleurs sociaux ont depuis plusieurs années entrepris de rénover leur patrimoine. Le cumul des aides CPER, FEDER et Cadre Territorial de compensation AUE/EDF permet d'intervenir à hauteur de 50 à 80 % de l'assiette énergie éligible. Mais cette dernière correspond à la moitié du coût total de la rénovation. Le reste à charge conséquent ne permet pas aux bailleurs de multiplier les rénovations en parallèle.

Au travers de ces missions d'assistance opérationnelle, l'AUE a mis en œuvre un accompagnement régulier se traduisant notamment par :

- Des campagnes de communication permettant de mettre en avant les appels à projets bâtiments et notamment celui destiné aux logements sociaux ;
- Organisation des jurys d'appels à projets ;
- Organisation régulière de réunions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Instruction des dossiers ;
- Aide à la conception technique et financière du projet (aide au montage du dossier) ;
- Suivi régulier de l'avancement des chantiers ;
- Récolte des pièces pour paiement ;
- Contrôle des pièces et visite sur site.

Secteur tertiaire et industriel

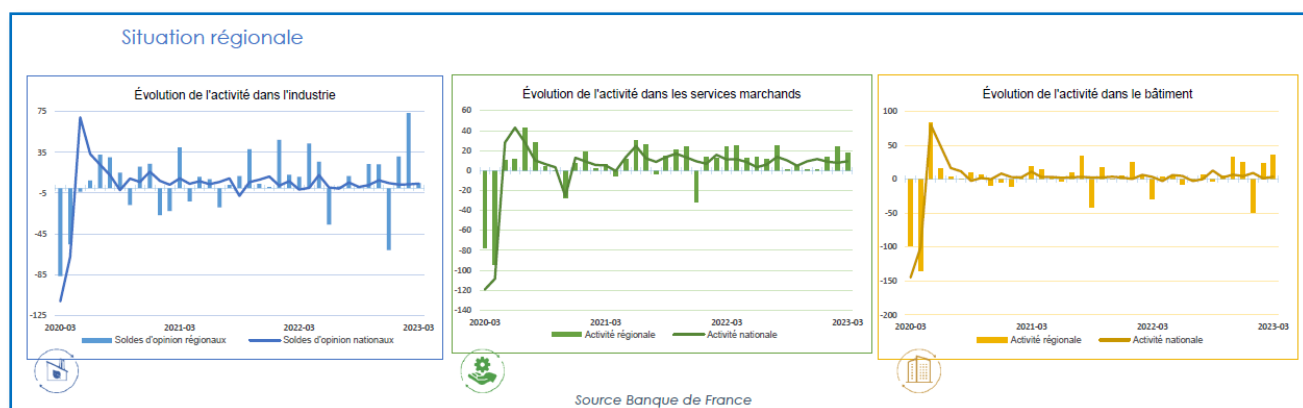
1.1.1.6 Confort thermique

Fiche opération	Réalisé 2019 (m²)	Réalisé 2020 (m²)	Réalisé 2021 (m²)	Objectif 2022 (m²)	Réalisé 2022 (m²)	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Isolation de combles ou de toitures	7351	1 045	3 026	35 000	3 437	14%	Iso : Augmentation des tarifs des matériels Année transition suite à l'arrivée du Décret Eco Tertiaire Fenêtre : Fiche CEE tertiaire complexe à mettre en œuvre dans les îles
Isolation des murs	2877	1322	6 040	45 000	3 131	-48%	
Isolation des murs par l'intérieur	5985			6 500		0	
Isolation d'un plancher	951	282	4 147	17 500	1 301	-69%	
Isolation des toitures terrasses	1607	1 278	4 943	30 000	3 630	-27%	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	1661	122	859	2 000	27	-97%	

La production dans les secteurs des services marchands, de l'industrie, et du bâtiment marque le pas en Corse durant l'année 2022. Ce ralentissement est d'ailleurs confirmé pour le Trimestre N°1 2023 par une étude de la banque de France parue en Mars 2023 nommée « Tendances Régionales ». Cette évolution est plus sensible dans les industries agroalimentaires et dans les autres produits industriels.

En matière tarifaire, on observe des hausses des prix des prestations. Elles résultent des hausses des coûts en 2022 de la prise en compte de la progression du prix de l'énergie et des salaires. Les difficultés de recrutement sont toujours importantes et rendent incertaines la capacité des professionnels à répondre à la demande.

Ci-après quelques graphiques qui illustrent ces tendances :



Malgré les programmes permettant de soutenir la production dans le gros œuvre, l'activité marque le pas dans le second œuvre et dans une moindre mesure dans les travaux publics. La demande privée et publique encore hésitante dans un environnement de taux et d'inflation instable permet difficilement aux professionnels de se projeter.

Dans ce contexte d'incertitudes nombreuses accompagnées d'une hausse des prix, nombreux sont les professionnels qui préfèrent porter leur intérêt sur des investissements en lien avec leur cœur de métier pour faire face à l'augmentation du coût des matières premières au détriment des travaux d'efficacité énergétique. Cela malgré les augmentations du coût des factures d'énergie, qui nous le rappelons, est plus important pour le secteur des entreprises que celui des ménages particuliers. Le contexte d'inflation des taux d'emprunt ne facilite pas le financement des travaux pour les entreprises désireuses de s'engager sur la voie d'action en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie.

Avec des coûts moyens constatés sur un échantillon représentatif d'opérations de 45 € HT/m² pour l'isolation des combles, 50 € HT/m² pour les murs, 50 € HT/m² pour les toitures terrasses et 40 € HT/m² pour les planchers, les primes pour les actions d'isolation des parois opaques dans le secteur tertiaire se révèlent insuffisantes pour

massifier ces opérations. A noter que ces coûts moyens ne prennent pas en compte les coûts induits qui sont d'autant plus important dans le cadre d'une opération de type RGP.

Les projets d'isolation dans les bâtiments tertiaires s'inscrivent souvent sur une longue durée qui nécessitent des coûts induits supplémentaires (travaux de maçonnerie supplémentaires : en particulier pour les murs et les toitures terrasses).

Le Comité MDE constate un écart important entre les objectifs en matière de placements prévus dans le Cadre de compensation et ceux constatés en réalisation sur les années 2019-2022. Au-delà des circonstances contextuelles (Crise Covid19, Crise des matériaux, Crise économique, Crise géopolitiques...) le Comité MDE indique que les actions citées ci-dessous dont les 2 premières sont déjà mises en œuvre depuis le début de l'année 2022 pourraient infléchir cette tendance.

Plan d'actions mis en œuvre par EDF en Corse en 2022 :

- Duplication du système de filière d'installateurs RGE au secteur de l'isolation dans les segments tertiaire, industriels, syndics et bailleurs sociaux
- Mise en place de l'avance de prime en créant une offre Isolation Tertiaire (bâtiments tertiaires et industriels) ainsi qu'une offre isolation syndic (à l'attention des syndics de copropriété) pour faciliter le placement des aides et maximiser le nombre d'opération se réalisant dans les copropriétés.

1.1.1.7 Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative/positive

Fiche opération	Réalisé 2019 (ml)	Réalisé 2020 (ml)	Réalisé 2021 (ml)	Objectif 2022 (ml)	Réalisé 2022 (ml)	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C positive	134	75	53	1000	83	56%	Activité soumise à la concurrence, les primes des chasseurs de CEE sont indexés sur les économies d'énergie réalisées et non le surinvestissement.
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C négative	0	9	0	200	0	-100%	

L'installation des 83 meubles frigorifiques a généré 287 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2022.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (11 ans selon la fiche CEE), les 83 meubles frigorifiques installés en 2022 généreront 3 157 MWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 4,3 GWh cumac ont été générés en 2022.

Cette hausse des placements s'explique par :

- L'augmentation du niveau de la prime validée par la CRE dans le courant de l'année 2022.
- La création d'une campagne dédiée à ce sujet par EDF au T4 2022 qui se poursuit sur l'année 2023, à l'attention des GSA.

1.1.1.8 Éclairage performant

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022 (ml)	Réalisé 2022 (ml)	Évolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Luminaire d'éclairage général à modules LED	32254	7024	2 488	200	1 146	-60%	Fiche CEE en extinction et remplacement par une nouvelle action proposée au Cadre pour 2022-2023. D'où la diminution des placements.
Tubes à LED à éclairage hémisphérique	1436	1 381	138	500	0	-90%	
Luminaires à modules LED	91	15	0	40 000	0	-100%	

L'installation des différents luminaires a permis de générer 2,9 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2022.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (Entre 8 et 20 ans selon les fiches CEE), la mise en place des différents luminaires en 2022 générera 58,7 MWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 75 MWh cumac ont été générés en 2022.

Les évolutions réglementaires de la fiche Luminaire d'éclairage général à modules LED n'a pas permis au marché Corse de se positionner sur cette action : manque de qualification spécifique type RGE ETUDE parmi le panel de prestataires locaux.

En complément, la disparition de 2 fiches opération sur les 3 inscrites au cadre ont éteint naturellement les placements.

Enfin, une partie non négligeable des opérations que nous prospectons représentent moins de 10 luminaires à remplacer. Au regard de l'investissement en matière d'ingénierie administrative nous priorisons les opérations plus volumineuses (à partir de 100 pts lumineux).

1.1.1.9 Chauffe-eau solaire collectif dans le tertiaire (Action portée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE. Elle est portée par une même offre, mais suivant deux canaux en fonction de la taille du projet :

- Au fil de l'eau pour les projets dont la surface de capteurs est $< 10 \text{ m}^2$
- Via l'appel à projets commun AUE-ADEME-EDF-ATC pour les projets dont la surface est $\geq 10 \text{ m}^2$, qui représentent 40% des réalisations 2022

Résultat 2022	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Evolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Professionnels - Chauffe-eau solaire collectif [m^2] $< 10 \text{ m}^2$	19	950	93	389%	1 dossier fossile de 8 m2
Professionnels - Chauffe-eau solaire collectif [m^2] $> 10 \text{ m}^2$	105		207	97%	1 dossier fossile de 16 m2

La filière poursuit l'évolution positive observée en 2021, après une baisse due à la crise sanitaire. Le nombre de projets réalisés est en nette hausse, avec 21 installations, même si le bilan reste inférieur aux objectifs du cadre.

L'ensemble des projets AAP, à l'exception d'une réalisation, portent sur des établissements touristiques. Ces réalisations ont bénéficié, en complément des primes du cadre, du soutien de la Collectivité de Corse.

A l'exception des dossiers de substitution du gaz, l'ensemble des réalisations devrait percevoir la prime du Cadre.

Pour les dossiers hors appel à projets ($< 10 \text{ m}^2$), la prime du cadre sera réduite par déduction des CEE non récupérables. Afin de ne pas pénaliser les bénéficiaires, l'AUE compensera la perte du montant de la subvention correspondante. Les procédures de partage d'information entre l'AUE et EDF ont été précisées afin de permettre à l'avenir aux bénéficiaires de percevoir une prime complète.

En 2022, la surface moyenne des opérations était de 12 m^2 (13 m^2 en 2021). Les coûts d'installation ont légèrement baissé en 2022, passant de 1 469 € HT/ m^2 de capteurs en 2021 à 1 403 € HT/ m^2 en 2022. Cependant, ces coûts restent supérieurs de 20 % à la moyenne nationale. Cela peut notamment s'expliquer du fait de projet d'une surface plus importante sur le continent.

Le bilan des projets solaires thermiques professionnels ayant bénéficié de l'assistance opérationnelle en 2022 est le suivant :

	2022	
	AAP	Hors AAP
Objectifs	950 m^2	
Réalisé (nb projets)	11	16

<i>Dont éligible assistance</i>	10	15
Subventions AUE/CdC + Prime Cadre [€]	119 321 €	69 295 €
Coût total TTC [€]	301 570 €	120 554 €
Surface totale [m²]	207	93
Gains énergétiques [MWh]	116	49

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique professionnel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Une campagne de communication sur l'appel à projets (radio, presse quotidienne régionale)
- La conception/impression d'une plaquette présentant l'appel à projets
- L'organisation d'une réunion annuelle avec les professionnels, l'ADEME et EDF pour évoquer les bilans et perspectives de la filière.
- L'organisation des jurys de sélection à l'appel à projets pour les dossiers en relevant (3 sessions)
- L'instruction des dossiers
- Le versement des primes
- Le contrôle sur pièces et sur site de toutes les installations

Par ailleurs, de nombreuses opérations sont accompagnées sans participation du cadre :

- Opérations directement portées et financées (Plan de Résilience, Plan de Relance) par des entités dépendantes de l'Etat : gendarmerie, CRS, protection civile (150 m² voir chiffres précis DREAL). Un schéma directeur de l'immobilier régional (SDIR) avec un volet énergie est en cours de rédaction. Dès son approbation, il pourra apporter des informations sur la stratégie de rénovation des bâtiments de l'Etat pour les cinq prochaines années.
- Opérations soutenues par le plan de relance, le fonds chaleur ou le fonds vert (voir chiffres ADEME)

Pour ces dernières, une convergence des dispositifs permettrait aux bénéficiaires d'accéder à des primes plus incitatives grâce au cumul des primes du cadre et de la Collectivité de Corse.

1.1.1.1 Bois-Energie

En 2022, une opération de chaufferie bois a été réalisée. Il s'agit du remplacement d'une chaudière fioul dans le cadre d'une rénovation énergétique globale communale, pour laquelle EDF a versé une prime AGIR+ de 10 000 € en lien avec l'AUE.

Plusieurs études de faisabilités technico-économiques, portées par des communes ou des professionnels, sont également en cours de réalisation.

L'AUE poursuit son travail d'animation et d'assistance auprès des maîtres d'ouvrage. A ce titre, un appel à projets bois-énergie a été lancé en 2022, avec l'ADEME et EDF, et sera renouvelé en 2023.

A ce jour, deux projets sont lauréats de l'appel à projets 2022, et devraient être réalisés en 2023. Un de ces projets bénéficie d'une prime du cadre territoriale de compensation.

Le bilan du réalisé est très inférieur aux objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation. Il convient de souligner qu'il s'agit de projets relativement coûteux et généralement portés par des collectivités nécessitant une assistance opérationnelle renforcée. Par ailleurs, la très forte augmentation du prix des granulés en fin d'année a freiné la réalisation de projets.

1.1.1.10 Substitution usage électrique par usage bois

Fiche opération	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Substitution usage électrique par usage bois	-	245	-	-	Cf. paragraphe ci-dessous

Aucune action de substitution des usages électriques par des usages bois n'a été réalisée de 2019 à 2021 pour la cuisson en boulangerie. Les actions de substitution d'usages électriques pour la cuisson en boulangerie avant 2019 concernaient essentiellement une substitution par le gaz (réseau ou cuve) qui ne trouve pas d'équivalent par le bois.

1.1.1.11 Motorisation performante

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Evolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone	1925	128	945	1000	1522	+61%	Une action qui se porte bien et dont le gisement est profond. Le fait d'avoir rehaussé les montants de primes du cadre sur ce secteur a permis de développer le nombre de placements
IND - Moteur performant IE4	0	0	0	500	1500	-	

L'installation des systèmes de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone a généré 1 364 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2022. Au total, sur la durée de vie de ces actions (19 ans selon la fiche CEE), les systèmes de variation électronique de vitesse installés en 2022 généreront 25,9 GWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 31,5 GWh cumac ont été générés en 2022.

L'installation moteur performant de la génération IE4 a généré 552 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2022. Au total, sur la durée de vie de ces actions (19 ans selon la fiche CEE), les systèmes de variation électronique de vitesse installés en 2022 généreront 10,5 GWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 14 GWh cumac ont été générés en 2022.

Les objectifs 2022 en kW pilotés ont été largement dépassés pour les systèmes VEV sur moteur asynchrone, ainsi que pour les moteurs IE4 dans l'industrie et dans le tertiaire. La stratégie d'approche des gisements que nous avons identifiés les années précédentes couplée à une revalorisation à la hausse des primes s'est avérée payante. À titre d'exemple, les gestionnaires d'eau potable des agglomérations de Bastia et d'Ajaccio, ainsi que certaines communautés de communes ont été intéressées par cette action et par l'accompagnement qu'EDF en Corse a pu mettre en œuvre durant l'année 2022. Nous travaillons à présent avec les équipes techniques en charges de la maintenance/exploitation ou encore pour les équipes en charge du patrimoine des compagnie des eaux en Corse afin d'inclure les bons critères techniques dans leurs marchés publics de renouvellement des réseaux d'eau (Gains en facture d'électricité).

Collectivités et autres – Système d'éclairage performant LED, de variateur de puissance et d'horloge astronomique

1.1.1.12 Bilan des opérations AAP et hors AAP

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2022	Réalisé 2022	Evolution 2021-2022 (%)	Commentaires
Système de variation de puissance en éclairage extérieur	17 725	1 287	112 145	150 000	56 385	-50%	
Rénovation d'éclairage extérieur	5 361 (Hors AAP)	4 367 (dont 305 en AAP)	7 061 (dont 5 989 en AAP)	7 500	5 874 (dont 4 146 en AAP)	-16%	
Horloge astronomique pour l'éclairage extérieur		25	245	150	158	-36%	

1.1.1.13 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage public dans le cadre des appels à projets portés par l'AUE

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE.

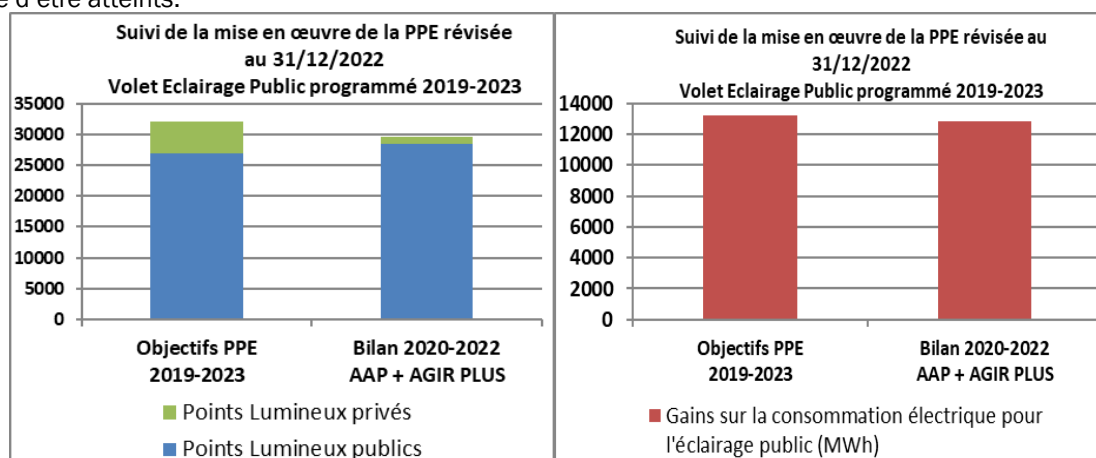
Le bilan des placements réalisés en 2022 est le suivant :

Résultat 2022	Objectif 2022	Réalisé 2022	Commentaires
Points lumineux à 300€/point lumineux (nb)	3 000	1 661	
Points lumineux à 500€/point lumineux (nb)	4 500	4 213	Correspond au nombre de PL primé à 500€ durant l'année 2022.

La démarche engagée a permis à ce jour d'accompagner 151 projets, soit près de la moitié des communes de Corse. Cela représente un cumul de 40 000 points lumineux à rénover sur 52 000 recensés.

En 2022, seulement 4 communes ont été lauréates de l'Appel à Projets, mais l'AUE a accompagné les syndicats d'énergie de Haute-Corse et de Corse du Sud dans la finalisation de projets regroupant une quarantaine de communes. En 2023, le SDE2A aura donc lancé la rénovation de l'ensemble des communes de Corse du Sud, tandis que le SIEEP amorcera la rénovation des communes de Haute-Corse.

Ce dispositif constitue une grande réussite puisque les objectifs inscrits dans la PPE révisée pour l'horizon 2023 sont en passe d'être atteints.



La mise en œuvre de ces projets de rénovation devrait se traduire par une diminution annuelle de 18,9 millions de kWh de consommation électrique finale et plus de 14 000 tonnes CO₂. Ces projets représentent près de 60 M€ d'investissements pour près de 49,4 M€ de dépenses éligibles et 35,8 M€ de subventions dont près de 21,4 M€ au titre du Cadre Territorial de Compensation.

Bilan 2022

Un décalage dans le décompte des points lumineux est observé entre l'AUE et EDF. En effet, l'AUE considère comme réalisée une opération dite soldée, travaux achevés, contrôles sur site et versements bénéficiaires effectués. A contrario, EDF comptabilise les points lumineux dès réception de chaque facture. Cela occasionne un décalage dans les périmètres « temporel » considérés au bilan 2022.

Le bilan AUE des points lumineux sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2022 est le suivant :

	2022
NB Lauréats au jury AAP 2022	4
NB de total de PL à rénover	594
NB de PL rénovés éligibles AssOp	594
NB d'horloges rénovées	33
Cout total prévu (€)	659 350
Cout éligible prévu (€)	547 450
Subvention AUE prévu (€)	132 139
Prime Agir+ prévu (€)	300 324
Gain énergétique final prévu (kWh)	257 345

Le bilan AUE des rénovations de points lumineux réalisées en 2022 est le suivant :

	Réalisations achevées en 2022
NB de communes soldées	38
NB de total de PL rénovés	5 860
NB de PL rénovés éligibles AssOp	4 373
NB d'horloges rénovées	195
Cout total (€)	7 531 664
Cout éligible (€)	4 968 349
Subvention AUE (€)	1 344 189
Prime Agir+ (€)	2 527 088
Gain énergétique final (kWh)	2 021 355

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action rénovation de l'éclairage public, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Elaboration et mise en œuvre de l'appel à projets
- Une campagne de communication sur l'appel à projets (radio, presse, télé et réseaux sociaux)
- Echanges avec les maîtres d'œuvre (bureaux d'études) et les maîtres d'ouvrage (communes, syndicat d'énergie), notamment pour diffuser l'appel à projets et les aider au montage de leur dossier
- Analyse des livrables techniques des dossiers et recommandations le cas échéant aux porteurs de projets pour optimiser techniquement et économiquement leurs projets
- Organisation de jurys de sélection à l'appel à projets
- Instruction administrative, technique et financière des dossiers
- Transmission des éléments nécessaires à la validation des primes prévisionnelles d'économies d'énergie Agir Plus à EDF en amont des jurys et validation lors de ces derniers

L'AUE a aussi réalisé d'autres actions en parallèle :

- 1- la Charte régionale de l'Éclairage public et extérieur de la Corse : cette Charte constitue un guide technique précis pour les projets de rénovation et les nouvelles installations ainsi qu'un outil de communication à destination du grand public et des élus notamment. Elle vise à mettre en cohérence l'ensemble des projets d'éclairage extérieur grâce à la mise en œuvre de l'approche « éclairer Juste » auprès des communes et des acteurs privés (lotissements, habitat collectif, tertiaire...).

Cette Charte permet de mettre en avant des recommandations de niveaux d'éclairage selon les typologies de communes, voiries et leur localisation sur le territoire. Elle participe à la future candidature de la Corse au label international « Réserve Ciel étoilés » ainsi qu'au label national « Villes et villages étoilés ».

2- Candidature de la Corse au label Réserve International de Ciel Etoilé (RICE)

Une vingtaine de RICE existent à ce jour dans le monde, dont seulement 4 en France, or il y a urgence à promouvoir une rénovation raisonnée de l'éclairage public afin de protéger la qualité du ciel nocturne et de réaliser de conséquentes économies d'énergie. Forte de résultats positifs d'ores et déjà atteints en ce domaine, la Corse a candidaté au label RICE.

1.1.1.14 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage extérieur – Tous bénéficiaires – 300 €/PL

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Objectif 2025	Réalisé 2022	Commentaires
Rénovation d'éclairage extérieur	-	-	552	3 000	1 661	

Dans le cadre de la rénovation de l'éclairage extérieur, certaines opérations n'ont pas été réalisées dans le cadre d'appels à projets mais plutôt d'opérations individualisées à l'initiative des bénéficiaires, d'autres ont bien été réalisées dans le cadre d'AAP mais ont été engagées avant 2019. Nous dénombrons au moins 600 points lumineux dans ce cas de figure. (Elles ne peuvent donc pas bénéficier des primes du cadre à 500 €/point lumineux).

De manière globale, ce sont 31 opérations qui ont été réalisées, principalement avec des communes (18 au total) mais aussi quelques commerces, cafés, hôtels, restaurants et industries sont aussi concernés (Corin Asset Management Cabinet U Renosu, Gendarmerie de Corse, CODIM, Salaisons Joseph Pantaloni...)).

Ces opérations ont été accompagnées au même titre que celles réalisées dans le cadre des appels à projets cependant le montant de la prime octroyée pour la rénovation de l'éclairage extérieur était limité à 300€/PL (Montant de la prime moyenne versée sur cette catégorie d'opération).

Le nombre de points lumineux rénovés dans ces conditions s'élève à 1 661 pour un montant total de primes versées correspondant à 498 k€. Ces opérations ont permis de générer 536 k€ de CSPE évitée et 27,4 GWh cumac.

Actions non standard

Les actions non standard du cadre ont représenté 24 k€ de charges brutes de SPE en 2022 pour une économie d'énergie de 35 MWh/an, induisant une économie de CSPE de 60 k€ sur la durée de vie des actions pour une efficacité moyenne de 2,3. Ces actions non-standard ont consisté en 3 opérations d'efficacité énergétique à destination de professionnels (Entreprise, résidence et hôtel). Parmi ces opérations, deux concernent des systèmes de pompes à chaleur air/eau et une opération de DRV (Débit Réfrigérant Variable).

Par rapport aux objectifs, ce volet non standard du cadre ne réalise que 1,5 % des 2 310 MWh/an prévus. Ce résultat, en fort recul par rapport à 2019, témoigne notamment de la difficulté des entreprises à investir durant ces dernières années ainsi que l'apparition d'autres acteurs du secteur dérégulé qui offrent des primes généralement plus élevées que celles du cadre. (Cf. chiffres ci-dessous).

Ci-dessous et à titre d'exemple, la liste n'étant pas exhaustive, nous rajoutons le détail des CEE délivrés à des délégataire qui ont réalisé des opérations d'efficacité énergétique sur le territoire de la Corse dans le domaine des clients tertiaires et des industriels entre 2020 et 2022 (Extrait des chiffres de la DGEC sur le site web suivant <https://www.ecologie.gouv.fr/dispositif-des-certificats-deconomies-denergie>). Ce sont près de 1 200 GWh Cumac qui auront été délivrés. Soit plus de 9,6 M€ de primes délivrés sur cette même période à des bénéficiaires.

Le Comité MDE n'a que peu de vision sur la qualité et la nature des opérations réalisées. En conclusion, le cadre n'aura pas été suffisamment incitatif afin d'accompagner les bénéficiaires locaux sur ce type d'opérations et ces derniers se sont tournés vers des acteurs privés, généralement non implantés localement pour effectuer ces travaux

de rénovation. Il sera intéressant de réaliser une veille sur ce sujet dans les années à venir (État des lieux des opérations réalisées par des délégataires privés ainsi que qualité des travaux entrepris sans oublier la satisfaction des bénéficiaires).

Au 03/10/2022, synthèse détaillée des délivrances et bonus par date d'engagement classique 2020 S1 (par fiche, département, région)

Numéro département		2A	2B	2A+2B
Nom département		Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total
Nom région	Libellé fiche MDE	Corse	Corse	
Total général		175 743 3	217 857 1	393 600 5
IND-UT-117	Système de récupération de chaleur sur un groupe de	96 930 496	38 872 000	135 802 496
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher	201 600	70 066 800	70 268 400
BAR-EN-103	Isolation d'un plancher	24 166 800	29 650 500	53 817 300
RES-EC-104	Rénovation d'éclairage extérieur	5 077 800	19 623 000	24 700 800
BAR-TH-129	Pompe a chaleur de type air/air	8 819 600	12 107 120	20 926 720
BAT-EQ-133	Systèmes hydro-économes (France métropolitaine)	7 191 587	9 892 210	17 083 797
BAT-TH-146	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou	0	14 940 000	14 940 000
BAR-EN-102	Isolation des murs	483 600	7 397 600	7 881 200
BAR-EN-105	Isolation des toitures terrasses	5 899 040	1 900 800	7 799 840
BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance	4 473 100	686 200	5 159 300
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	2 049 498	3 103 326	5 152 824
BAR-TH-104	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	1 363 500	3 181 500	4 545 000
BAT-TH-139	Récupération de chaleur sur groupe de production de	4 192 000	0	4 192 000
BAT-EN-102	Isolation des murs	2 544 000	1 001 600	3 545 600
BAR-EN-104	Fenêtre ou porte fenêtre complète avec vitrage isolant	1 447 200	1 505 800	2 953 000
BAR-TH-160	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou	2 714 600	0	2 714 600
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois	1 384 600	805 000	2 189 600
BAR-TH-161	Isolation de points singuliers d'un réseau	1 867 600	0	1 867 600
BAT-EN-107	Isolation des toitures-terrasses	485 976	1 219 200	1 705 176
IND-UT-116	Système de régulation sur un groupe de production	1 544 130	0	1 544 130
BAT-TH-134	Système de régulation sur un groupe de production	1 279 200	0	1 279 200
IND-UT-131	Isolation thermique des parois planes ou cylindriques	1 061 311	0	1 061 311
BAR-TH-148	Chauffe-eau thermodynamique a accumulation	203 600	405 600	609 200
BAT-EN-104	Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	0	413 390	413 390
RES-EC-103	Système de variation de puissance en éclairage	0	320 112	320 112
RES-EC-107	Horloge astronomique pour l'éclairage extérieur	70 000	245 000	315 000
BAR-EQ-110	Luminaire à module LED avec dispositif de contrôle	0	302 400	302 400
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	0	193 200	193 200
BAT-TH-112	Système de variation électronique de vitesse sur un	152 100	0	152 100
IND-UT-102	Système de variation électronique de vitesse sur un	140 438	0	140 438
TRA-SE-101	Formation d'un chauffeur de transport à la conduite	0	24 800	24 800

**Au 03/10/2022, synthèse détaillée des délivrances et bonus par date d'engagement classique 2020 S1 (par
fiche, département, région)**

Numéro département		2A	2B	2A+2B
Nom département		Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total
Nom région	Libellé fiche MDE	Corse	Corse	
Total général		297 562 3	525 255 3	822 817 6
IND-UT-117	Système de récupération de chaleur sur un groupe de produ	124 090 272	282 586 784	406 677 056
BAT-EQ-133	Systèmes hydro-économes (France métropolitaine)	36 124 886	24 788 270	60 913 156
BAR-EN-103	Isolation d'un plancher	29 583 000	21 506 400	51 089 400
IND-UT-116	Système de régulation sur un groupe de production de froid	4 765 500	42 288 750	47 054 250
IND-UT-136	Système moto-régulés	0	42 710 000	42 710 000
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher	5 166 560	21 061 920	26 228 480
BAT-TH-139	Récupération de chaleur sur groupe de production de froid	24 767 954	0	24 767 954
BAR-TH-129	Pompe a chaleur de type air/air	9 936 340	13 912 620	23 848 960
BAT-TH-146	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chau	5 472 000	14 277 600	19 749 600
RES-EC-104	Rénovation d'éclairage extérieur	3 775 800	10 192 800	13 968 600
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	3 046 518	10 301 400	13 347 918
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	0	12 790 560	12 790 560
BAT-EN-102	Isolation des murs	10 380 922	673 920	11 054 842
BAT-EN-107	Isolation des toitures-terrasses	6 613 252	0	6 613 252
IND-UT-102	Système de variation électronique de vitesse sur un moteur	1 370 300	4 530 640	5 900 940
BAR-EQ-110	Luminaire à module LED avec dispositif de contrôle pour les	1 964 800	3 367 200	5 332 000
IND-UT-115	Système de régulation sur un groupe de production de froid	529 500	4 215 000	4 744 500
BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance énergétique	3 941 300	502 100	4 443 400
BAT-TH-155	Isolation de points singuliers d'un réseau	2 851 800	1 537 200	4 389 000
IND-UT-120	Compresseur d'air basse pression à vis ou centrifuge	4 284 600	0	4 284 600
BAR-EN-102	Isolation des murs	416 000	3 699 980	4 115 980
BAT-TH-134	Système de régulation sur un groupe de production de froid	3 992 720	0	3 992 720
BAR-TH-160	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chau	0	3 498 600	3 498 600
BAR-EN-105	Isolation des toitures terrasses	1 744 800	1 713 440	3 458 240
IND-UT-113	Système de condensation frigorifique à haute efficacité	2 222 640	1 092 168	3 314 808
BAT-EQ-124	Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température	2 721 280	0	2 721 280
TRA-EQ-103	Télématique embarquée pour le suivi de la conduite d'un véh	2 268 000	0	2 268 000
IND-UT-114	Moto-variateur synchrone à aimants permanents ou à réduct	2 042 400	0	2 042 400
BAR-EN-104	Fenêtre ou porte fenêtre complète avec vitrage isolant	887 200	675 800	1 563 000
BAR-TH-161	Isolation de points singuliers d'un réseau	0	1 533 000	1 533 000
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois	807 800	557 000	1 364 800
BAR-TH-104	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	454 500	454 500	909 000
BAT-TH-145	Système de régulation sur un groupe de production de froid	862 568	0	862 568
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	80 080	332 332	412 412
RES-EC-103	Système de variation de puissance en éclairage extérieur	0	284 160	284 160
BAT-TH-112	Système de variation électronique de vitesse sur un moteur	225 420	0	225 420
BAR-TH-101	Chauffe-eau solaire individuel (France métropolitaine)	165 600	0	165 600
RES-EC-107	Horloge astronomique pour l'éclairage extérieur	0	140 000	140 000
BAR-TH-148	Chauffe-eau thermodynamique a accumulation	0	31 200	31 200
BAR-EQ-115	Dispositif d'affichage et d'interprétation des consommations	5 988	0	5 988

1.2 Bilan des autres volets du cadre de compensation

1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement

Au-delà des primes, l'atteinte des objectifs du cadre de compensation nécessite un accompagnement important et coordonné des actions MDE sur le territoire. A cet effet, dans sa délibération n° 2019-006 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion, la CRE précise que chaque Comité MDE devra établir, nous citons :

« ...un plan de communication, d'accompagnement et de sensibilisation à la MDE pour les années 2019 et 2023. Ce plan doit constituer un programme stratégique à l'échelle du territoire. Il doit détailler les mesures envisagées et les acteurs sollicités, expliquer leur articulation, présenter le budget prévisionnel et son financement. La communication institutionnelle en faveur de la MDE prévue dans ce plan devra être coordonnée avec le plan de communication du FH visant spécifiquement les offres de MDE.

Le financement de la communication institutionnelle, des mesures d'accompagnement telles que les Espaces Info Énergie, et des mesures de sensibilisation doit être supporté en majorité par les membres des comités MDE autres que le FH – excepté lorsque les agents de ce dernier sont les intervenants bénéficiant de la meilleure expertise. »

C'est donc tout naturellement que le Comité MDE de Corse a élaboré un document basé sur différents axes de réflexion listés ci-après :

- L'organisation et les objectifs du Comité MDE en matière de communication MDE
- Le Plan stratégique de Communication du Comité MDE de la Corse
- La mise en cohérence et le renforcement des outils, des moyens, des relais et des dispositifs

En effet, afin d'être plus efficace, et de démultiplier les relais d'information, il apparaît nécessaire de définir et coordonner un message commun sur les actions MDE en général, et celles cofinancées par plusieurs partenaires en particulier.

Un des principaux axes du plan de communication, d'accompagnement et de sensibilisation à la MDE est la coordination des différents dispositifs d'aides financières pour les actions de MDE. Cette action permettrait d'optimiser l'accompagnement financier proposé aux ménages, aux entreprises et aux collectivités, en fonction de leurs projets et de garantir le respect des règles de financement des différents dispositifs en cas de cumul. Pour cela 2 actions, déjà mises en œuvre partiellement, nous semblent indispensables à renforcer sur les années à venir :

- Action 1 : Établir et tenir à jour un panorama de l'ensemble des dispositifs et des critères d'éligibilités
- Action 2 : S'assurer de la complémentarité des dispositifs et faciliter le parcours des bénéficiaires

En complément, de ce descriptif succinct, le Comité MDE transmet aux services de la CRE le projet de plan de communication de sensibilisation et d'accompagnement des actions MDE pour lecture, avis et commentaires. Ce dernier reprend en détail toute l'articulation en matière d'accompagnement, de sensibilisation et de communication autour des Actions MDE sur le territoire de la Corse sur la période 2019-2023 ainsi que les divers plans de communication de chaque membre sur les années écoulées (principalement 2022). Nous y retrouvons aussi une définition de gouvernance sur cette thématique permettant d'harmoniser les actions de communication à maille du territoire en fonction des thématiques concernées. un certain nombre de principes et de schémas de réflexions se trouvent dans ce document à retrouver en annexes.

1.2.2 Résultats des études

1.2.3 Programmes CEE

1.2.3.1 WATTY

Le programme WATTY est un programme de sensibilisation des élèves d'écoles maternelles et élémentaires à la transition écologique. Ce programme, porté par Eco CO2, est labellisé par le Ministère de la Transition Écologique et bénéficie des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

Le budget de ce programme s'élève à 183 803 € (part CEE : 110 281,80 € ; part CSPE : 73 521 €).

Pour la huitième année consécutive, les écoles primaires de Corse (re)découvrent avec passion les écogestes en faveur de la transition écologique. Le programme a sensibilisé plus de 60 000 élèves depuis ses débuts en Corse en 2015.

Pour cette nouvelle année scolaire, 696 classes - soit environ 13 000 élèves - bénéficieront du programme « Watty à l'école ». Déployé jusqu'en juin 2023, ce projet pédagogique apprend aux enfants les écogestes et les rend acteurs pour la transition écologique au sein de leur école et de leur famille.

Conçu par Eco CO2, il est mis en œuvre sur l'ensemble de la Corse par les animateurs des quatre associations locales partenaires :

- Primu Sole Energia à l'échelle du sud Corse, du Taravo – Valinco – Sartenais, la Plaine Orientale et de la Balagne,
- Le CAUE de Corse à l'échelle du Pays Bastiais,
- Le CPIE Ajaccio à l'échelle du Pays Ajaccien et l'ouest de la Corse,
- A Rinascita - CPIE Corte Centre Corse à l'échelle du Centre Corse et la Plaine orientale.

- **Des ateliers pédagogiques**

Des animateurs spécialisés sensibilisent les élèves en classe lors de deux ateliers dans l'année scolaire. Ces ateliers facilitent l'adhésion des enfants à la transition écologique et l'apprentissage des écogestes simples et ludiques qu'ils peuvent réaliser chez eux au quotidien.

Watty, leur camarade de classe identifié comme la petite mascotte souriante en forme de prise électrique, accompagne les élèves dans leur parcours de découverte et d'expérimentation.

- **Un programme d'animation adapté aux classes**

Les élèves de la maternelle au CM2 comprennent les enjeux de la transition écologique au travers de thématiques variées et adaptées à chaque âge.

Chaque niveau bénéficie d'un premier atelier de sensibilisation générale aux économies d'énergie au regard du contexte corse. Le deuxième atelier est choisi, en concertation avec les équipes pédagogiques des écoles, parmi les thématiques suivantes : le chauffage, l'éclairage, l'écomobilité, les appareils électriques, les déchets ou l'eau.

Ils découvrent ces notions au travers de vidéos, débats avec l'animateur, d'exercices et d'activités ludiques et variées (textes à trous, phrases à relier, images à légender...).

Watty à l'école prévoit également des jeux collectifs (quizz, manipulations d'images, devinettes etc.) et des activités manuelles.

Pour aller plus loin, les enseignants volontaires proposent aux élèves des activités complémentaires aux ateliers, telles que les minutes « économise l'énergie » grâce au jeu de cartes de Watty pour les plus jeunes, à des quiz et jeux pour les plus grands, et des événements thématiques.

L'objectif est de faire régulièrement retenir aux élèves les écogestes appris en classe avec Watty, et mener des actions écoresponsables au sein de son école.

Tous ces outils sont mis à disposition des enseignants sous la forme de fiches pédagogiques clé-en-main.

- **Des jeunes ambassadeurs de la transition écologique au sein de leur domicile**

Les résultats de l'enquête de satisfaction, à destination des enseignants en Corse pour l'année 2021/2022, montre que 80 % des répondants pensent que le programme Watty a permis un changement de comportement chez leurs élèves. 35 % d'entre eux estiment que les élèves appliquent les écogestes dans leur foyer et 63 % dans le reste de l'école.

Lors de la première année de participation, chaque élève reçoit un kit « econEAUme » - deux mousseurs économes et un débitmètre - distribué gratuitement pour réduire le débit d'eau des robinets. Il représente, pour une famille de 3 personnes, un potentiel d'économies de 50 euros par an.

Enfin, ils participeront également au Concours national d'expression artistique sur le thème « Watty fête ses 10 ans ! Célébrons avec lui les économies d'eau et d'énergie ». Ce concours national leur permet de s'exprimer de façon ludique et de s'impliquer dans la transition écologique avec leur famille.

- **A propos de « Watty à l'école »**

Créé par Eco CO2 en 2013, le programme « Watty à l'école » est le seul programme de sensibilisation à la transition écologique destiné aux enfants du primaire labellisé par le ministère de la Transition écologique. 356 569 élèves de métropole, corse et d'outre-mer ont déjà été sensibilisés au sein de 15 106 classes et 4 153 écoles. En Corse ce programme est financé par EDF SEI Corse. Le budget de ce programme s'élève à 183 803 € (part CEE : 110 281,80 € ; part CSPE : 73 521 €).

- **A propos d'Eco CO2 – www.ecoco2.com**

Eco CO2 crée des solutions pour accélérer la transition écologique par le changement des comportements des citoyens et des organisations. Depuis 2009, l'éco-entreprise déploie des programmes d'accompagnement sur les économies d'énergie et la mobilité durable, conçoit des solutions connectées et réalise des études sur la conduite

du changement et la maîtrise de l'énergie. Avec un capital majoritairement détenu par ses collaborateurs, Eco CO2 affirme son indépendance et ses valeurs résolument tournées vers l'humain et l'intérêt collectif.

1.2.3.2 SEIZE

Le programme SEIZE (Sensibilisation aux Economies d'énergie des entreprises et collectivités des Îles et Zones non interconnectées au réseau Electrique Métropolitain) vise à sensibiliser et former les acteurs professionnels, notamment les TPME, artisans, commerces et collectivités, aux économies d'énergie. Il consiste en une première campagne d'information locale - pour diffuser au plus grand nombre des messages de sensibilisation aux écogestes et aux économies d'énergie des bâtiments tertiaires - puis une phase d'engagement pour orienter les professionnels au sein des entreprises et des collectivités vers les actions prévues par le comité MDE.

La convention entre le comité MDE de la Corse et EcoCO2 a été signée le 24 septembre 2021 pour un déploiement jusqu'au 31 décembre 2022. Il est porté par EcoCO2 en qualité de pilote stratégique du programme et mis en œuvre sur le territoire Corse par l'AUE en qualité de pilote opérationnel. Ce programme génère des CEE pour les financeurs de la convention, sans apport du cadre de compensation.

L'offre initiale du programme SEIZE se composait de 3 actions pouvant être réalisées indépendamment :

- La participation à un atelier de sensibilisation personnalisé ou collectif sur la thématique du réchauffement climatique de l'énergie en Corse, et des écogestes pouvant être mis en place pour économiser l'énergie (objectif cible de 480 entreprises/collectivités sensibilisées)
- La mise à disposition d'un kit de mesure et suivi des consommations énergétiques (objectif cible de 625 kit distribués)
- L'accompagnement vers les dispositifs d'aides disponibles en Corse (objectifs cible de 160 entreprises/collectivités orientées)

Pour atteindre ces objectifs, l'AUE, a dans un premier temps contacté les organismes institutionnels et professionnels pouvant constituer des « têtes de réseaux » pour atteindre in fine les entreprises/collectivités. Ce premier travail a porté ses fruits à court et moyen terme.

Par ailleurs, une campagne de communication en janvier 2022 a été lancée sur l'ensemble des médias régionaux afin de faire connaître le programme SEIZE.

Au printemps 2022, l'AUE a complété sa stratégie, en axant son effort sur les collectivités au travers de réunions dédiées au programme SEIZE au sein des conseils communautaires des EPCI.

En septembre 2022, l'ensemble des animateurs Seize étant recrutés, une campagne de phoning/mailing a pu être menée, ce qui a permis d'augmenter sensiblement la réalisation d'actions avant la fin du programme en décembre 2022.

Au 31/12/2022, le bilan du programme au regard des objectifs est :

- 214 entreprises ou collectivités sensibilisées via des ateliers sur les 480 cibles soit 41 % de réalisation ;
- 66 kits de capteurs distribués sur les 625 cibles soit 11% de réalisation ;
- 97 entreprises ou collectivités accompagnées vers des dispositifs d'aides sur les 160 soit 61 % de réalisation.

Ces résultats sont satisfaisants et encourageants. Ils correspondent à ceux obtenus dans les autres ZNI déployant le programme SEIZE, à noter que celui-ci n'a été déployé en Corse que sur 15 mois au lieu des 24 mois dans les autres territoires.

Enfin, cette première période de déploiement du programme a permis de tester l'organisation et la répartition des tâches entre les partenaires. Il a également permis d'enraciner SEIZE dans l'écosystème régional de la maîtrise de la demande en énergie.

En effet, compte tenu des circonstances exceptionnelles découlant de la crise sanitaire et afin de permettre la mise en œuvre des actions prévues par les programmes validés dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), la prolongation du programme SEIZE jusqu'au 31 décembre 2024 a été actée par arrêté ministériel le 11 février 2022.

Cette prolongation intervient dans un contexte énergétique tendu où les entreprises et collectivités font face à d'importantes hausses de leurs tarifs énergétiques. SEIZE, en tant qu'outil de sensibilisation et d'accompagnement vers les actions de maîtrise de l'énergie apparaît d'autant plus approprié.

Les actions envisagées pour cette prolongation sont similaires à celles déployées lors de la période précédente, complétées en particulier par une nouvelle action visant à réaliser une « visite énergie » auprès des collectivités et entreprises intéressées afin d'évaluer les principaux postes de consommation électrique et les enjeux d'économie d'énergie.

Les actions prévues pour la prolongation du programme sur 2023-2024 sont les suivantes :

- Ateliers de sensibilisation : objectif maximum 510 - minimum : 50
- Mise à disposition de kit-capteurs : objectifs maximum 240 - minimum 40
- Accompagnement vers les dispositifs d'aides : objectifs maximum 320 - minimum 40
- Visite énergie : objectif maximum 150 - minimum 10
- Recrutement : objectif maximum 1 500 - minimum 100
- Communication : objectif maximum 20 - minimum 10
- Retour questionnaire engagement : objectif maximum 40 - minimum 5

1.2.3.3 EASEE

Le programme Engagement des aéroports pour la sobriété énergétique et l'environnement EASEE, porté par Eco CO2, propose un soutien technique et financier aux aéroports français dans une optique de réduction de leur impact énergétique et environnemental. Les quatre aéroports de Corse se sont engagés dans ce programme et seront ainsi accompagnés dans leurs démarches d'accréditation ACA (Airport Carbon Accreditation). Le programme ACA est un programme international lancé par l'ACI Europe de réduction des émissions de CO2 des aéroports.

1.2.3.4 ACTEE/SEQUOIA (voir avec AUE)

Le programme d'Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique, ACTEE, n'a pas été déployé sur le territoire corse en 2022. Le porteur principal de ce programme est la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR). Ce programme permet de mettre à disposition et de financer des outils d'aide à la décision pour les collectivités afin de les aider à développer des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics. Il est à noter que dans le cadre de l'AAP SEQUOIA, un programme a été sélectionné en Corse. Celui-ci est porté par l'AUE, la CAB, la CAPA, la Communauté de Communes Sud-Corse, la CCIRB et le PNRC avec un déploiement courant de mi-2022 jusqu'à fin 2023. Il concerne la rénovation énergétique des bâtiments publics et vise à créer un réseau d'économies de flux sur le territoire.

1.2.4 Renforcement des réglementations

5ème Période CEE

Plusieurs fiches d'opérations standardisées CEE ont fait l'objet de révisions en 2022 avec notamment une baisse des montants de CEE pour les segments précarités. Ces évolutions, toujours plus nombreuses et contraignantes, ont été associées à la hausse des obligations en matière de réalisation de CEE (notamment en précarité) pour les entreprises obligées sur la 5ème Période des CEE (+ 25 %).

Décret Contrôle

La DGEC renforce les exigences en termes de contrôles sur site, à la fois sur les critères de contrôle et sur les accréditations demandées pour les organismes de contrôle. L'Arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie qui fixe les modalités de contrôle pour les quatre prochaines années, doit donc être pris en compte, et être conjugué aux attentes des services la CRE sur ce même sujet.

Décret Eco-tertiaire

Les bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m² sont tenus par le décret tertiaire soit de respecter trois échéances d'économies d'énergie par rapport à une consommation de référence sur douze mois glissants qui ne peut être antérieure à 2010 :

- 40 % d'ici 2030 ;
- 50 % d'ici 2040 ;

– 60 % d'ici 2050.

soit d'atteindre un seuil de consommation en énergie finale fixé en valeur absolue. Les seuils à atteindre diffèrent par catégorie de bâtiment.

Dès 2022, les propriétaires ou preneurs à bail de bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments assujettis au décret tertiaire sont tenus de déclarer leurs données de consommation annuelles pour 2022 et 2021 ainsi que de déclarer les données de référence choisie sur la plateforme Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire (OPERAT), ces opérations devront être réalisées avant le 30 septembre.

France Rénov'

Depuis le 1er janvier 2022, le service public France Rénov' est devenu le point d'entrée privilégié de tous les parcours de rénovation de l'habitat. Ce nouveau service public de rénovation de l'habitat animé par l'Anah devrait garantir une offre lisible, simplifiée et accessible à tous les usagers afin de créer des parcours de rénovation « de bout en bout » complets et cohérents.

Dans ce cadre, un numéro unique régional a été mis en place. Ce numéro unique est renseigné sur la plateforme France Rénov' et permet un renvoi vers le conseiller ORELI du secteur du bénéficiaire. Ce conseiller ORELI informe et conseille les ménages sur les dispositifs d'aides mobilisables et sur les procédures à suivre pour les mobiliser. Le conseiller ORELI oriente également le ménage vers les autres acteurs du territoire (exemples : PRIS Anah, opérateurs Anah des dispositifs d'opérations programmées de l'Anah, artisans RGE - partenaires EDF).

A partir de janvier 2024, les conseillers ORELI orienteront également les ménages vers les professionnels agréés Mon Accompagnateur Rénov' qui ont pour missions d'accompagner les ménages qui souhaitent mobiliser les dispositifs financiers de rénovation énergétique globale de l'Anah.

1.2.5 Autres volets en faveur de la rénovation énergétique

Plan de Relance – Fond de Tourisme durable – Chiffres au 27/03/2023

Statut du Projet	Nombre de Commune	Somme de Subvention PDR	Somme de Coût total Projet
Clos			
Corse-du-Sud	16	268 345 €	508 467 €
Haute-Corse	18	347 079 €	603 892 €
Total Clos	34	615 423 €	1 112 360 €
Suivi du projet			
Corse-du-Sud	43	979 053 €	1 948 314 €
Haute-Corse	26	495 131 €	968 473 €
Total Suivi du projet	69	1 474 184 €	2 916 787 €
Total général	103	2 089 607 €	4 029 147 €

1.2.3.5 Fonds Tourisme Durable de l'ADEME

Le fonds tourisme durable a vu le jour avec le dispositif France Relance de 2021 à 2022 et se poursuit avec le programme Destination France 2030. Ce fonds est piloté par l'ADEME en partenariat avec l'ATC (Agence du Tourisme de la Corse) dans le cadre de la feuille de route territoriale du Tourisme Durable en Corse (signée fin avril 2021 par le secrétaire d'État du tourisme).

L'ADEME a conventionné avec 3 structures afin de recruter des chargés de missions permettant d'accompagner les entreprises du secteur Touristique (hébergements et restaurants). Les 3 structures sélectionnées en 2022 sont la CCI à Ajaccio et à Bastia, l'Office Intercommunal de Tourisme du Pays d'Ajaccio et l'Office municipal de tourisme de Bonifacio. Les chargées de mission établissent un diagnostic avec l'entreprise sur les thématiques des actions du fonds tourisme durable (énergie, mobilité, déchets et économie circulaire).

Suite à ce diagnostic et en concertation avec le représentant de l'entreprise, un plan d'action est établi et un bouquet d'actions du fonds tourisme durable est validé. Le dossier est déposé par la chargée de mission directement sur la plateforme agirpourlatransition de l'ADEME avec les devis demandés pour les actions sélectionnées.

L'instruction du dossier se fait au sein de la direction régionale par Léa Maspeyrat (en charge du Fonds Tourisme Durable) et avec l'aide des ingénieurs.

Une fois le contrat validé, l'entreprise dispose de 18 mois pour engager ses dépenses.

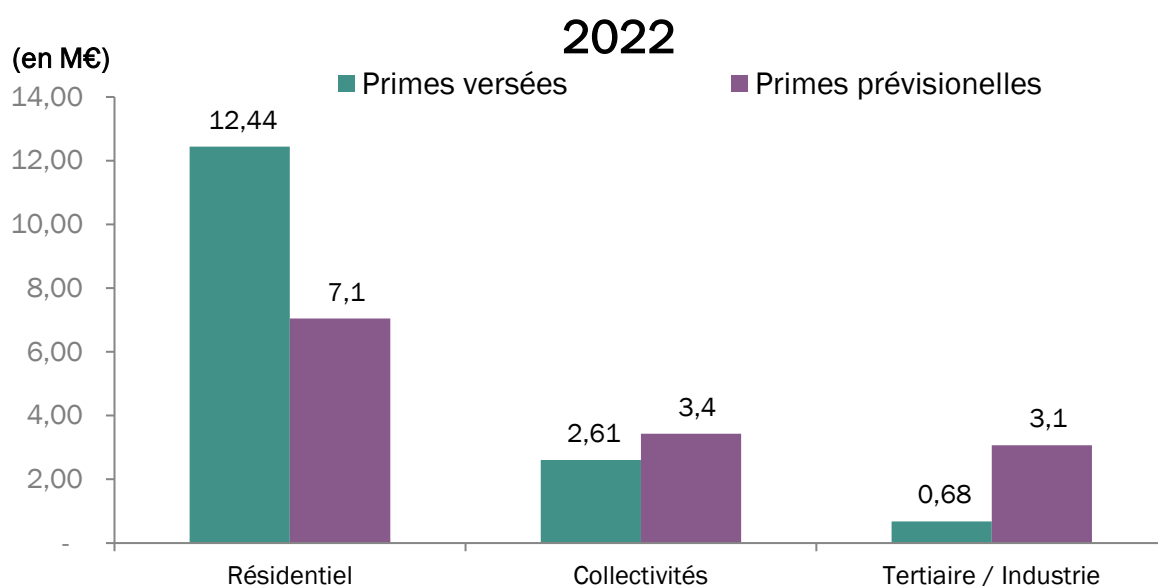
1.3 Comparaison sur l'année 2022 entre les objectifs réalisés et prévisionnels

1.3.1 Actions standard

Primes

Les actions standards du cadre de compensation de la Corse ont généré en 2022 le versement de 15.7 M€ de primes pour financer des opérations d'efficacité énergétique. Ce montant est légèrement supérieur aux objectifs prévisionnels qui étaient fixés à hauteur de 13,6 M€ pour tous segments confondus. Cela s'explique par une dynamique forte sur les actions de rénovation de l'isolation des logements individuels et collectifs. Notamment avec l'essor de l'offre Isolation Syndic qui ouvre droit à l'avance de primes aux syndicats qui accompagnent les copropriétés à réaliser l'innovation des toitures-terrasses et combles.

Figure 1 : Comparaison par segment de clientèle des primes prévisionnelles du cadre de compensation et des primes effectivement versées en 2022



Au regard du graphique ci-dessus, nous pouvons constater que la grande majorité des primes mises en œuvre au travers du cadre de compensation en 2022 est portée par le segment résidentiel, pour un total de 12,44 M€. Ces primes dépassent l'objectif initialement prévu qui était de 7,1 M€, soit + 76 % par rapport à l'objectif d'investissement en 2022.

Cette dynamique forte peut s'expliquer par l'efficacité du système mis en place par EDF en Corse avec la marque Agir Plus. En effet, deux facteurs principaux permettent d'expliquer cette tendance :

- L'animation de filières techniques (Enveloppe, ECS, Chauffage etc....) avec les partenaires/installateurs qualifiés RGE sur le territoire Français.
- La généralisation de l'outil informatique Nexus (Plateforme GED dotée d'une reconnaissance de caractères, etc.) qui permet d'industrialiser le process d'attribution de primes, de sécuriser l'avance de primes auprès des installateurs intervenant mais qui permet aussi de garantir la conformité administrative du dossier au regard des exigences extrêmement précises portées par la DGEC à travers le PNCEE.
- L'élargissement de l'offre Isolation avec avance de primes aux Syndics de copropriétés. Ces derniers peuvent désormais accompagner plus facilement et simplement les copropriétaires dans la rénovation de leur copropriété, notamment avec l'isolation des toitures-terrasses et des combles.

Ce sont tous ces facteurs qui ont permis de dépasser l'objectif attendu, tant en matière d'investissements ainsi qu'en matière d'économie d'énergie sur le segment résidentiel.

À l'inverse nous constatons un écart important entre les primes prévisionnelles et le montant attribué en 2022 pour le segment tertiaire/industrie. (- 78 % par rapport aux primes prévisionnelles – Retard qui était de 84 % en 2021). Nous constatons que le tissu d'entreprises locales est faiblement réceptif aux offres d'accompagnement à la rénovation énergétique des bâtiments ou bien d'efficacité énergétique des process industriels. La publication du décret Eco-tertiaire en 2022 va désormais jouer un rôle important dans les obligations pour les entreprises du secteur tertiaire (+ 1 000 m²) en matière d'économies d'énergie et de rénovation énergétique.

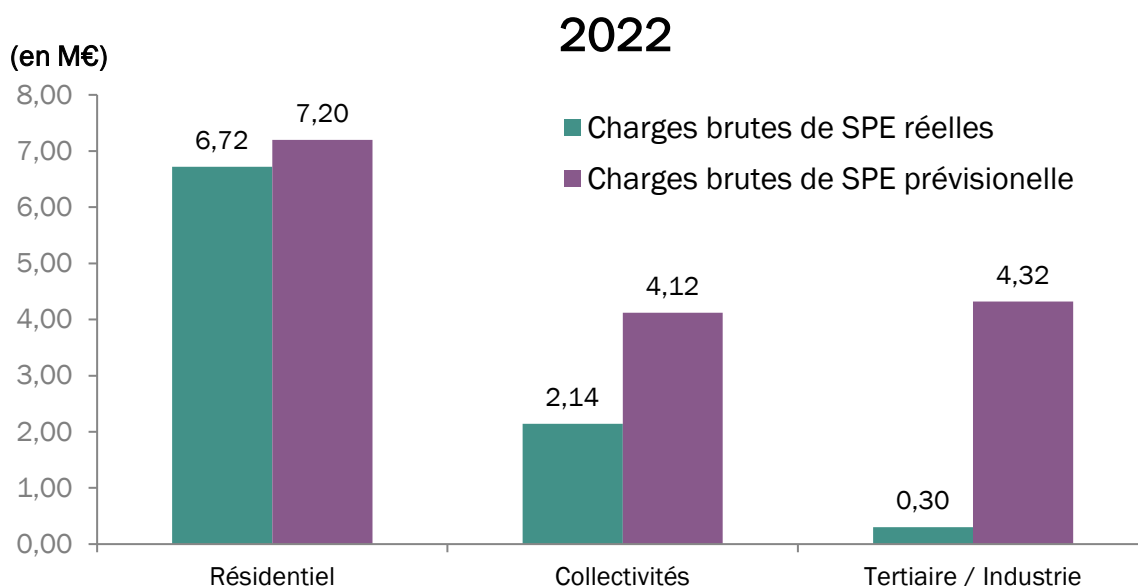
C'est pourquoi, par anticipation à la publication de ce décret, EDF en Corse a décidé de transformer son organisation sur le marché des professionnels en s'inspirant de la méthode des filières métiers mises en œuvre sur le marché de masse (marché résidentiel). En complément, les nouvelles propositions d'évolution inscrites dans le Bilan 2021 et validées en 2023 permettront de développer les opérations d'efficacité énergétique dans les filières industrielles et agro-alimentaires. Jusqu'ici peu ciblées (Récupération de chaleur, GTB, ...).

Enfin, pour le segment des collectivités locales, le niveau de mobilisation a baissé de 24 % par rapport à l'année 2021 et se trouve désormais en écart d'environ 1 M€ par rapport aux primes prévisionnels de 2022. Le fonctionnement mis en place par l'AUE, depuis plusieurs années déjà, avec la méthode des appels à projets semble atteindre un palier. Un des plus importants syndicats d'énergie de Corse de Corse (SDE2A) a engagé la totalité du gisement de points lumineux à rénover et le 2^{ème} plus gros syndicat commence à s'engager dans la démarche de rénovation par AAP. Les opérations de rénovation de l'éclairage public engagées durant les années 2023 et 2024 seront décisifs pour le renouvellement du parc des points Lumineux en Corse car la fiche CEE associée à la rénovation de l'éclairage public devrait être abrogée à l'issue de cette période. Les fiches concernant les horloges astronomiques ont déjà été abrogées.

Charges brutes :

Le montant des charges brutes en 2022 pour la mise en place des actions du cadre de compensation s'élève à 9,2 M€ pour les actions standards contre 15,6 M€ prévus initialement. Cela représente 41 % du montant prévu initialement dans le cadre de compensation et une économie en matière de charges de SPE de 6.5 M€.

Figure 2 : Comparaison par segment de clientèle des charges brutes de SPE engendrées par les actions déployées en 2022



Les charges brutes de SPE sont minimisées pour le territoire de la Corse par le biais de divers mécanismes :

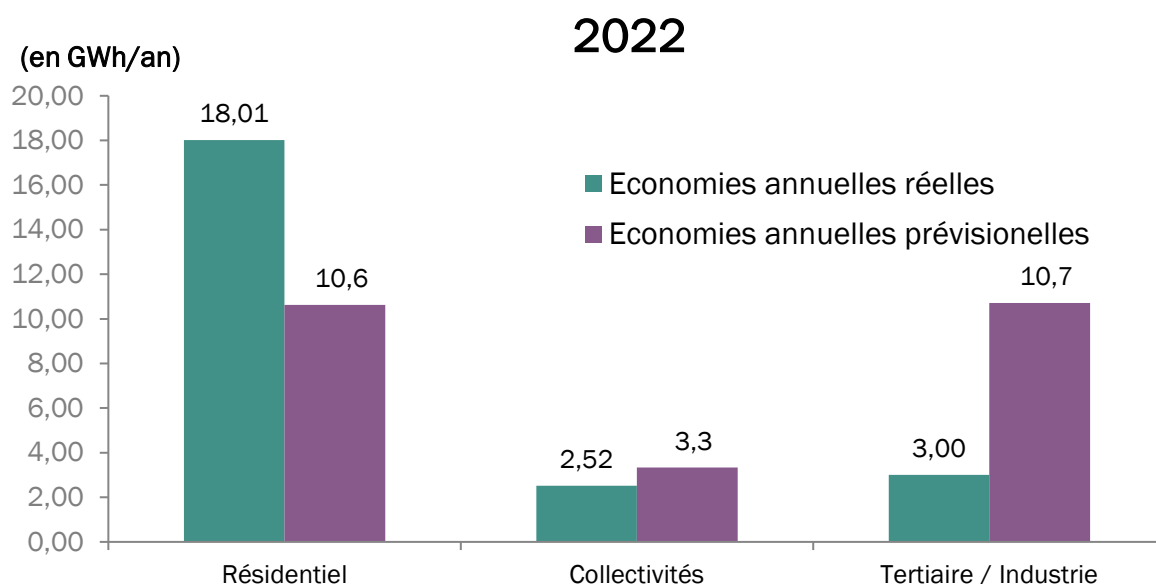
- Le calcul des coûts de fonctionnement pour chaque opérateur de MDE déployant les actions d'efficacité énergétique (en moyenne 6 % pour le FH contre 20 % prévus initialement)
- La récupération de tous les CEE possibles sur les actions éligibles (+ 95 % de récupération des CEE en 2022 par le EDF en Corse)

- L'optimisation du montant des primes par action au regard de différents facteurs techniques, économiques et sociaux. (indicateurs de veilles, analyse big data, échanges Oreges, participation aux réseaux d'acteurs socio-économiques ...)
- Les résultats inférieurs aux objectifs de rénovation globale performante pour les maisons individuelles et les logements collectifs ont généré une sous consommation des charges prévisionnelles de SPE.

Économies d'énergie :

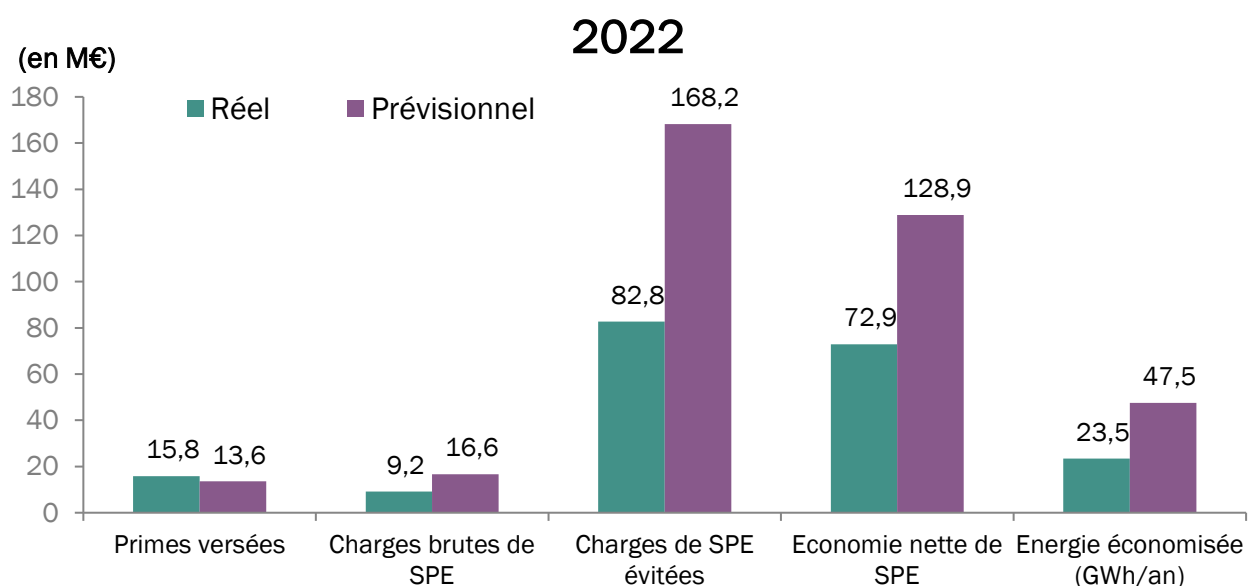
Les actions mises en œuvre en 2022 auront permis d'économiser 23,5 GWh d'énergie sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,3 % de la consommation d'électricité de Corse et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de plus de 14 000 tonnes équivalent CO2 par an. Malheureusement, ce résultat est en dessous de la cible fixée dans le cadre de compensation de 13 % hors rénovation globale performante (Cible 27,1 GWh pour 2022 hors rénovation globale sinon il s'élève à 47,5 GWh ce qui induit un écart de - 51 %). Ce retard en matière d'économies d'énergie est principalement dû au manque d'actions en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie dans le secteur du tertiaire et de l'industrie.

Figure 3 : Économies d'énergie induites par les actions réalisées en 2022 par segment de clientèle (en GWh/an) et comparaison avec les objectifs du cadre de compensation



Vue synthétique du bilan

Figure 2 : Bilan des actions standard de MDE et comparaison par rapport aux objectifs du cadre de compensation



Au regard de la synthèse des résultats présentées ci-dessus, le Comité MDE de la Corse émet les constations suivantes :

- L'organisation mise en place par les opérateurs MDE, permet de mobiliser le cadre de compensation dans une dimension proche de celle prévue initialement pour l'année 2022.
- Les charges brutes de SPE mobilisées pour mettre en œuvre les actions de MDE sur le territoire de la Corse sont environ 2 fois inférieures à celles prévues initialement. Ceci s'explique par un retard de mise en œuvre des actions d'efficacité énergétique sur le segment des professionnels et du tertiaire (environ 4 M€ sur 2022) ainsi que sur le segment de la rénovation globale performante (tous logements confondus – environ 9 M€ non consommés sur 2022).
- De surcroît, il est intéressant de noter que les actions MDE dans ces 2 segments génèrent en moyenne 2 fois plus d'économies d'énergie pour le même montant de prime versée. En effet, nous pouvons constater que nous avons consommé une partie importante du budget prévisionnel de « primes versées » pour l'année 2022 (116 % du budget prévisionnel) sans pour autant avoir atteint l'objectif « d'Énergie économisée » (50 %) en 2022. Cela s'explique par l'argument ci-dessous :
 - Les actions MDE sur les segments tertiaire et industrie sont génératrices d'économies d'énergies importantes pour un montant de primes versées plus faible en comparaison avec les actions MDE du segment résidentiel. A titre d'exemple pour l'année 2022, voici les ratios calculés sur les montants réels constatés :
 - Pour le segment résidentiel en 2022 et en moyenne 1 € de prime versée génère 1,45 kWh/an d'économie d'énergie
 - Alors que pour les segments des professionnels pour 1 € de prime versée le ratio alterne entre 1 kWh/an (Collectivités) et 4.41 kWh/an (Professionnels) d'économie d'énergie.
- La montée en puissance progressive de l'AUE au travers du contrat d'assistance opérationnelle sur tous les segments de la rénovation globale et performante (maison individuelle, logements collectifs, solaire individuel et collectif, éclairage public et bois-énergie) devrait permettre pour les années à venir de correspondre aux ambitions annuelles 2023 et 2024 et peut être même de rattraper le retard accumulé.

1.3.2 Actions non standard

Cette dernière catégorie d'actions s'adresse à l'ensemble des segments tertiaire, industriel et résidentiel. Elle regroupe l'ensemble des solutions techniques permettant des économies d'électricité, comme par exemple, l'amélioration de process industriels, la rénovation globale des locaux, la réduction des consommations estivales ou encore des projets de chaufferies bois, de réseaux de chaleur et de froid.

Pour chaque type d'action, le comité a défini un objectif d'économies d'énergies pour la première année sur la base des retours d'expérience des opérations faites en 2017. Sur l'ensemble des actions non-standard, le gisement d'économies d'énergies visé est de 3,9 GWh en 2019. Ces objectifs sont augmentés de 5 % chaque année du cadre. Ainsi, l'objectif global est que l'ensemble des dispositifs non standard de MDE mis en place sur la période des 5 ans permettent une économie d'électricité de 22 GWh évités/an.

L'enveloppe budgétaire prévisionnelle de charges de SPE pour les actions non standard en Corse a été définie par le comité MDE sur la base de l'objectif d'économies d'électricité présenté précédemment et du retour d'expérience. Sur les cinq années du cadre, les charges prévisionnelles brutes de SPE s'élèvent à 11,7 M€ pour une réduction de la consommation d'électricité de 22 GWh/an lorsque tous les dispositifs seront en service.

Pour le territoire de la Corse, en 2022, les actions non-standards ont permis de générer 60 k€ de CSPE évitée pour un montant de primes de 24 k€ ce qui réalise une efficacité moyenne des actions standards en 2022 de 2,3.

Il nous semblerait pertinent, au regard du retard mis en évidence par ces chiffres, (idem pour les années 2019 et 2020), de redéfinir le mode de valorisation des économies d'énergie réalisées à la suite des actions non-standards. Afin d'accompagner un nombre plus important de professionnels dans leurs projets, il pourrait aussi être intéressant de comparer le volume de CEE généré en Corse sur les années 2019-2022 par des délégataires sur des fiches CEE industrie, agriculture et tertiaire, non présentes dans le cadre de compensation de la Corse. Cela permettrait de connaître le montant des économies d'énergie réalisées sur ce type d'actions et appuierait notre proposition de revoir les méthodes de calcul des primes d'économies d'énergie associées.

Les services de la CRE ont intégré une évolution sur la base de ce constant dans le futur cadre de compensation 2024-2028. Cela permettra de simplifier le mécanisme de modélisation des actions non standards ainsi que la méthode de calcul de la prime non standard.

2. SYNTHÈSE DU CADRE 2019-2023 MIS À JOUR

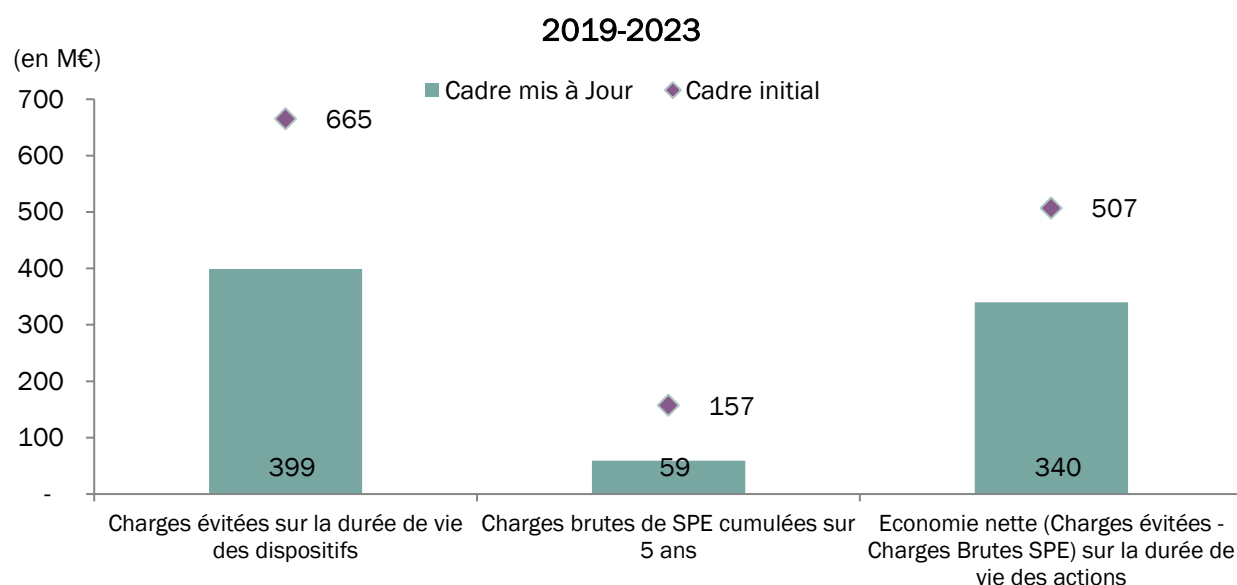
2.1 Actions standard

Au périmètre des actions standards de MDE, les résultats 2022 et les objectifs définis dans le cadre territorial de MDE mis à jour conduisent à des charges brutes de SPE de 255 M€ au cours de la période 2019 - 2022. Les charges évitées sont estimées à 399 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 30 ans. Il en résulte une économie nette pour les charges de SPE de 340 M€.

Cependant, tandis que les gains sont répartis sur toute la durée de vie des dispositifs, les charges sont quant à elles concentrées uniquement sur les années 2019 à 2023, les primes MDE étant des aides à l'investissement. Il en découle un effet de trésorerie important pour le budget de l'Etat.

La figure 3 présente le bilan général des actions standards du cadre territorial de MDE en Corse, en comparant la prévision initiale du cadre publié en 2019 et la prévision qui tient compte du résultat réalisé (2019 – 2022) et de la mise à jour des résultats prévisionnels du cadre pour l'année-2023.

Figure 3 : Comparaison des charges évitées, des charges brutes et des économies nettes totales liées aux actions standards entre la version initiale et la présente mise à jour du cadre de compensation de Corse



Une fois l'ensemble des actions standard mises en œuvre, les économies d'énergie générées sur le territoire de la Corse s'élèveront à 124 GWh/an, ce qui représente 6,3 % de la consommation d'électricité du territoire en 2019 (soit 1,26 %/an). Cela devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 75 000 tonnes équivalent CO₂ par an⁴, soit une baisse d'environ 8 % des émissions liées à la production d'électricité en Corse.

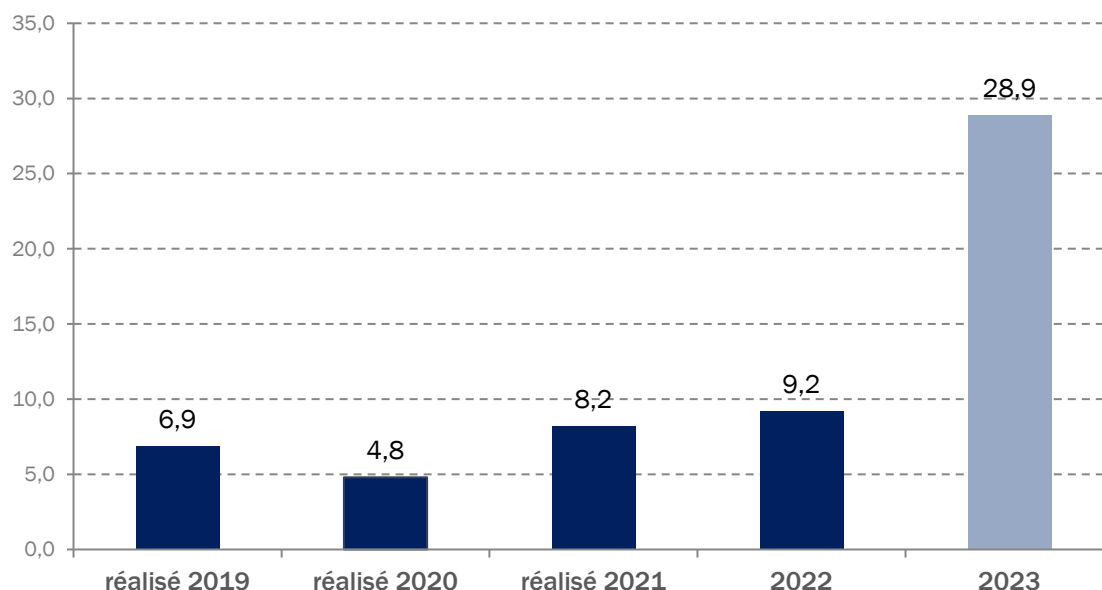
Pour rappel, les actions standard réalisées en 2022 devraient d'ores et déjà permettre des économies de 23,5 GWh/an (1,3 % de la consommation d'électricité en Corse) et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de près de 14 000 tonnes équivalent CO₂ par an.

La Figure 7 ci-dessous présente l'évolution des charges brutes de SPE annuelles pour les actions standard sur la période du cadre de compensation. La valeur de 2022 correspond à des charges constatées, tandis que l'année 2023 correspond aux charges prévisionnelles.

⁴ Estimation réalisée à partir du mix énergétique de la Corse et des facteurs d'émission moyens du kWh électrique produit par filière. Source EDF : <https://opendata-corse.edf.fr/pages/home0/>

Figure 7 : Évolution des charges brutes de SPE (non actualisées) annuelles pour les actions standards sur la période du cadre de compensation

(en M€)



Nous constatons une augmentation progressive des charges brutes de SPE. En effet, si nous excluons l'année 2020 de la comparaison (Année COVID-19), les charges de brutes de SPE ont augmenté de 33 % entre 2022 et 2019.

L'augmentation des charges brutes de SPE en 2022 s'accompagne aussi d'une augmentation du niveau d'économies d'énergie entre 2019 et 2022. Cette augmentation d'économies d'énergie est légèrement moins importante proportionnellement à l'augmentation des charges de SPE entre 2019 et 2022. Cela s'explique par la mise en œuvre d'un plus grand nombre d'actions dans le segment résidentiel en 2022 par rapport en 2019. Ce qui a pour impact d'augmenter les charges de SPE mobilisées en 2022 sans pour autant faire croître aussi fortement les économies d'énergie sur la même période.

2.2 Actions non standard

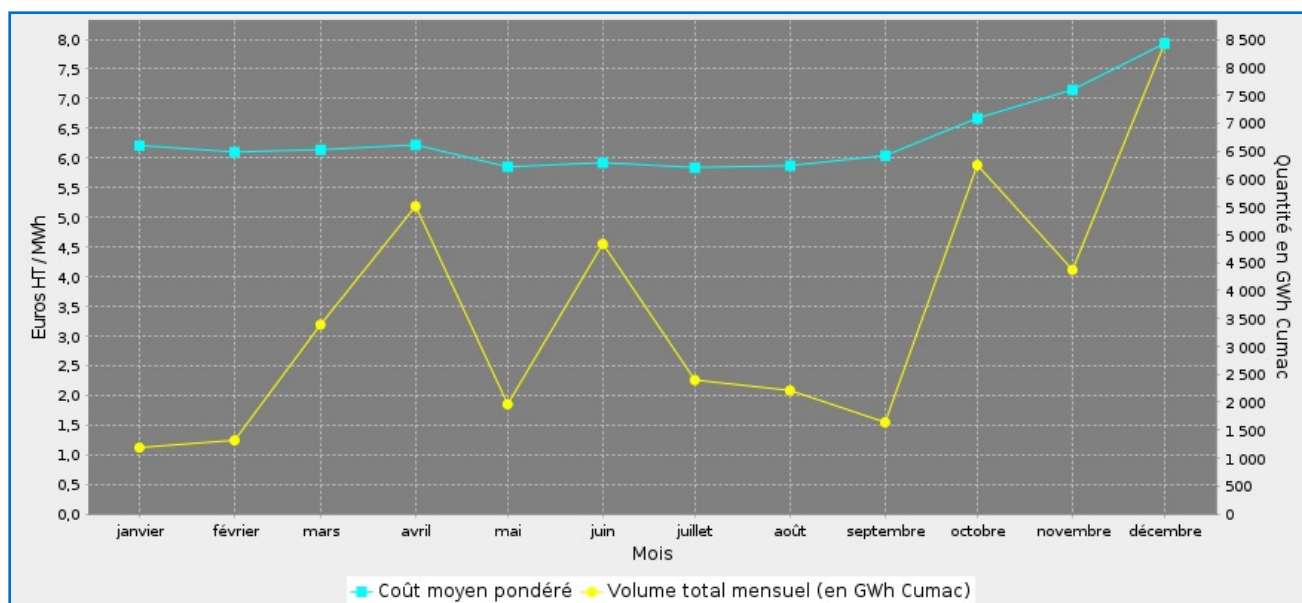
Dans la délibération du 17 janvier 2019 concernant le cadre de compensation du territoire Corse, une enveloppe de 11,7 M€ est allouée sur la période 2019-2023, aux actions non standard pour permettre la réalisation de 22 GWh/an d'économies générées. Cette enveloppe budgétaire a été très peu entamée au cours des trois premières années du cadre de compensation. Ceci s'explique principalement par la présence d'acteurs du monde dérégulé sur le territoire offrant des primes plus avantageuses que celles possibles par le biais des actions standards présentes dans le Cadre de compensation (Cf. tableau de délivrance des CEE sur la période 2020-2022 dans le paragraphe 1.1.4 – Actions non standard).

La rapidité d'intervention de ces délégataires et la réduction du nombre d'interlocuteurs lors des interventions d'efficacité énergétique est aussi un avantage. En effet, de manière générale, ces délégataires disposent de sous-traitants ou bien de partenaires avec lesquels ils travaillent. Cette organisation leur permet de proposer une offre complète : étude + devis + travaux. Ce que les acteurs du Comité MDE ne peuvent pas se permettre de faire pour des questions de libre concurrence et abus de position dominante ou bien tout simplement de par leur statut juridique.

En revanche, l'opportunité du marché des CEE peut créer, dans certains cas, un effet d'aubaine pour certains acteurs privés, désirant obtenir des CEE pour le compte d'obligés. Ces derniers réalisent des campagnes d'intervention laissant occasionnellement des clients insatisfaits de la prestation (qualité, propreté, absence de SAV) ainsi qu'une image assez peu valorisante des aides permettant la rénovation énergétique des bâtiments.

Enfin, les nouveaux objectifs en matière de CEE Précarité, réévalués en 2022 à la hausse de 25 % par le gouvernement, pourraient amener une augmentation de valeur de ces CEE dans les années et avec cette hausse, les risques associés liés à des pratiques peu vertueuses pour obtenir ces CEE coûte que coûte.

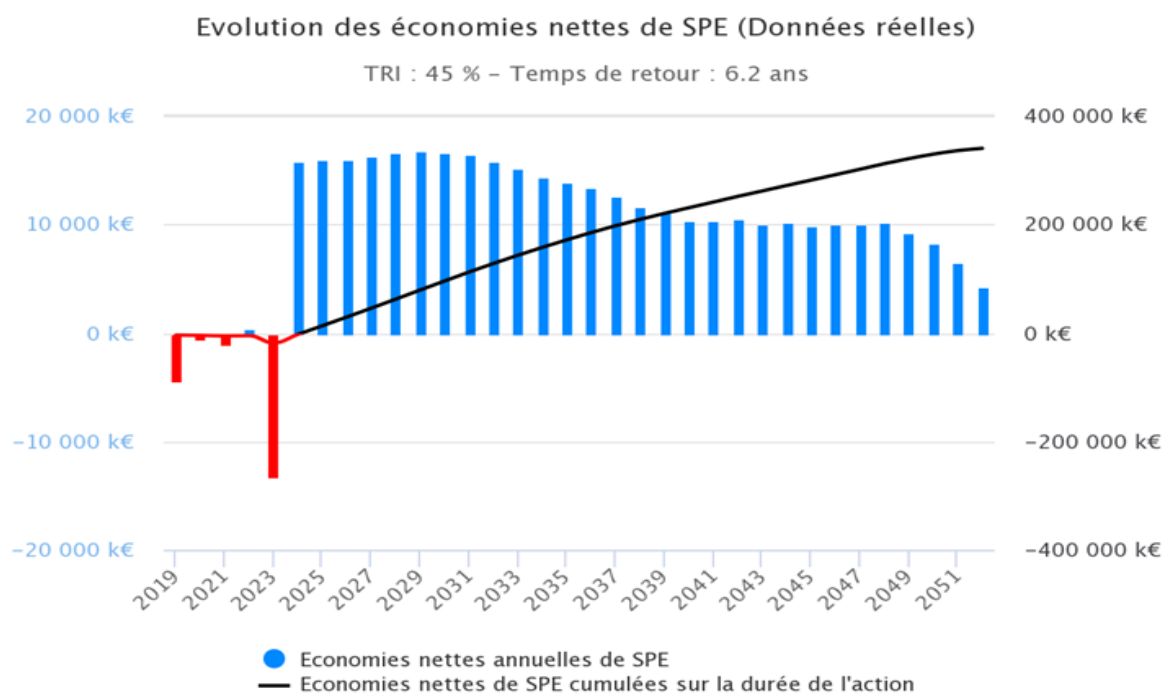
À titre d'exemple, voici la chronique des prix des CEE Précarité sur l'année 2022 (source www.emmy.fr) :



2.3 Économie nette

Grâce aux surcoûts de production évités sur leur durée de vie, les actions de MDE, standards et non standards, retenues dans le cadre territorial de compensation mis à jour, engendrent une économie nette au périmètre des charges de SPE. La Figure 12 détaille les économies nettes de charges de SPE par année. Les dépenses étant concentrées sur 5 années, les économies nettes annuelles sont négatives durant les premières années. Cependant, au cours de la 6^{ème} année l'économie nette cumulée devient positive au lieu d'attendre la 8^{ème} année comme le prévoyaient les calculs initiaux.

Figure 12 : Évolution des économies nettes de charges de SPE, annuelles et cumulées, engendrées par la mise en œuvre des actions de MDE standard et non standard du cadre de compensation de Corse



Le graphique ci-dessus met en évidence 2 éléments notables :

- Des économies nettes annuelles de SPE dès l'année 2022 (432 k€ en lien avec la sous consommation des charges de SPE par rapport aux objectifs initiaux du cadre de compensation 2019-2023) ;
- Des économies nettes de SPE cumulées sur la durée de vie des actions du cadre au cours de la 6ème année.

Les investissements réalisés par les services de la CRE pour permettre de générer des économies en matière de CSPE pour le territoire de la Corse seront rentabilisés à partir de la 6ème année. Ces derniers permettront théoriquement de faire économiser sur les budgets de l'état plus de 340 M€ entre 2019 et 2053 (34 ans).